

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Note préliminaire (*Amédée Dunois*). — Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour le Premier Mai. — La Conférence de Moscou : Rapport de *Marcel Cachin* au Comité Directeur. — Discours de *Daniel Renoult* au Comité Exécutif élargi.

Discours de *Léon Trotsky* sur l'Etat du Mouvement ouvrier en France et sur le Front Unique. — Après la Conférence : Les résolutions du Parti Communiste Français — Comment devient-on Communiste (*Ch. Massart*) — Bibliothèque Communiste.

NOTE PRÉLIMINAIRE

LE présent numéro du *Bulletin Communiste* est à peu près entièrement consacré aux travaux de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste — conférence qui s'est tenue à Moscou, du 21 février au 4 mars, et dans laquelle ont été notamment débattues la question du front unique et certaines questions intérieures de notre Parti français.

Nous avions médité de compléter ce numéro en y faisant entrer différents documents se rapportant à la Conférence qu'ont tenue, à Berlin, du 2 au 6 avril, les représentants des trois Internationales se réclamant du prolétariat. Nous en avons été empêchés par la nécessité de ne pas dépasser le nombre de pages, déjà exceptionnel, qui nous était assigné.

On trouvera ces documents (*déclaration* de Clara Zetkin, *réponse* de Radek à Vandervelde, *résolution* adoptée par la Conférence, *réserves* formulées, après le vote, par les délégués de l'Internationale communiste) dans notre plus prochain numéro.

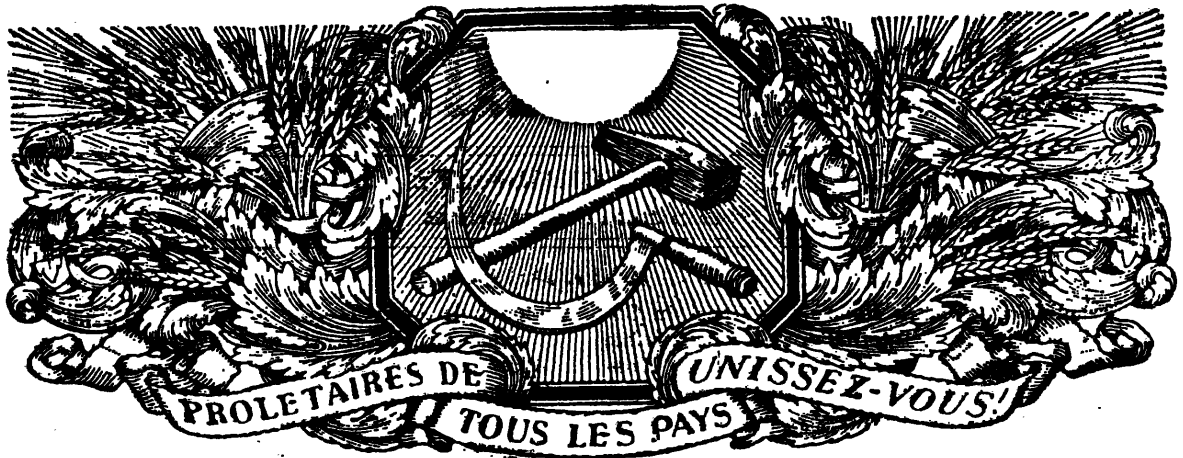
Ce numéro-ci contient d'abord le manifeste adressé aux travailleurs du monde entier par l'Internationale communiste. C'est un appel à la formation du front prolétarien unique. Vient ensuite la reproduction intégrale du rapport d'ensemble fait par Marcel Cachin, à la séance du 16 mars du Comité directeur. Nous avons fait suivre ce rapport, à titre documentaire : 1° des deux discours prononcés à Moscou contre le front unique par Daniel Renoult ; 2° de deux discours de Trotsky, ayant trait, l'un à la question française, l'autre à la question de l'unité de front. (Le discours d'Albert Treint qui, normalement, avait sa place à la suite de celui de Renoult, a,

par suite d'un malentendu, paru dans notre dernier numéro.)

Les thèses sur le front unique adoptées par la Conférence de Moscou ont été publiées dans nos deux avant-derniers numéros, auxquels nous prions nos lecteurs de se reporter.

La question du front unique est maintenant posée, en France, comme dans tous les pays. Nous lui avons, depuis trois mois, consacré d'assez nombreux articles pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister sur elle à la veille de ce Conseil national (à pouvoirs de Congrès) du 23 avril, qui déterminera à son égard l'attitude du communisme français. Notre opinion, on la connaît : nettement favorable à la tactique du front unique, nous ne pensons pas que cette tactique, qui heurte les sentiments et de la pluralité de nos camarades communistes et de la quasi unanimité de nos camarades syndicalistes-révolutionnaires, puisse être réalisée du jour au lendemain. Si excellent que soit un principe, tant qu'il n'est pas compris et accepté par la majorité de ceux qui ont à l'appliquer, on n'a rien à gagner à vouloir l'imposer par la force. C'est à faire comprendre le sens profond, le sens marxiste, du front unique, que nous devons actuellement nous efforcer. Le front unique a pour lui qu'il est conforme à l'intérêt des masses, et l'intérêt des masses dans un parti prolétarien, comme est le Parti communiste, finit toujours par prévaloir ; il a pour lui la raison ; il n'a contre lui que certaines défiances, certaines rancunes, certains préjugés subalternes, qui ne suffiront pas longtemps à lui barrer la route : c'est dire qu'il est parfaitement sûr de triompher. Ayons assez de patience, assez de sagesse pour ne pas vouloir le faire triompher avant terme.

Amédée DUNOIS.



Pour le Premier Mai

Manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS !

Le 1^{er} mai 1922, les exploités de toute la terre manifesteront leur volonté d'émancipation dans une phase particulièrement intense de la lutte des classes.

Le capital qui avait, au lendemain de la guerre impérialiste, accordé aux travailleurs la satisfaction de quelques-unes de leurs revendications les plus urgentes, a déjà entrepris de leur arracher ce qu'il avait concédé. Dans tous les pays où la peur de l'agitation populaire avait incité la bourgeoisie à consentir momentanément quelques concessions au prolétariat, celui-ci voit ses insuffisantes conquêtes menacées.

Le patronat veut faire abroger la journée de huit heures, dont il n'avait cessé de saboter la réalisation. Il veut prolonger la journée de travail alors que le chômage a pris en Angleterre et aux Etats-Unis d'immenses proportions et s'étend chaque jour en France, en Italie, en Suisse. En même temps, il réduit partout les salaires alors que l'élévation du coût de la vie et des charges fiscales se poursuit sans discontinuer.

Excès de travail, insuffisance de salaire, menace permanente de chômage, telles sont les conditions de la grande masse des travailleurs. Répression violente, telle est l'unique perspective qui s'offre à ceux qui réclament la possibilité de vivre.

Les dirigeants du capital contre la classe ouvrière ne peuvent masquer le désarroi des gouvernements bourgeois, réunis à Gênes pour tenter de réparer les irréparables suites du grand massacre, cherchant une issue à la crise qui paralyse l'économie capitaliste et plonge

dans la misère des masses de plus en plus nombreuses acculées à la révolte.

Tous les travailleurs comprennent que la Conférence de Gênes ne tire son importance que de la seule présence des délégués de la République Soviétique de Russie. Pour la première fois, les gouvernants bourgeois sont contraints de traiter avec ceux qu'ils avaient juré de faire disparaître de la surface du monde.

Cependant, le prolétariat ne peut pas se faire d'illusions quant aux résultats de la Conférence. La faillite de celle-ci est certaine parce que les représentants du capitalisme n'admettent pas la condition primordiale de la reconstruction économique de l'Europe, c'est-à-dire la suppression du régime capitaliste. Ce n'est pas l'asservissement de l'immense majorité des producteurs à une infime minorité d'exploitants, la concurrence, et les guerres qui en sont l'inévitable conséquence qui permettront de reconstruire le monde dévasté.

Le prolétariat, après les défaites qu'il a éprouvées depuis 1918, a pu ressentir quelque lassitude dans sa lutte contre les exploités, mais il n'a pas renoncé à défendre ses intérêts vitaux et à faire triompher l'intégralité de ses droits. Si la bourgeoisie a pris l'initiative de l'offensive, prétendant trouver dans une oppression accentuée du prolétariat des compensations aux pertes qu'elle subit du fait de la crise économique, le prolétariat ne peut pas et ne veut pas laisser faire.

La résistance prolétarienne s'est activement manifestée dans les pays les plus importants par des grèves d'une ampleur significative. En Angleterre, ce fut la grève sans précédent des mineurs, en France, la longue grève du textile, en Italie, des grèves générales dans plusieurs

provinces, en Allemagne la récente grève des cheminots. Partout, ces grands mouvements de masses, trahis par les chefs réformistes, ont échoué dans leur but immédiat. Mais nulle part, la volonté révolutionnaire du prolétariat n'a été brisée. La recrudescence d'activité revendicatrice et combative des exploités est générale. Le prolétariat défend ses conquêtes et veut lutter pour les étendre davantage.

Ses tragiques expériences de chaque jour lui ont donné pleine conscience de la nécessité de former, contre la bourgeoisie implacable, le front unique des forces ouvrières. Sous la pression des exigences de la lutte, l'unité de classe des exploités se constitue, malgré les divisions politiques que de multiples trahisons des chefs ont engendrées.

La puissance bourgeoise décline irrésistiblement. De quelque côté que l'on se tourne, on n'aperçoit que crises politiques, instabilité générale des gouvernements, grèves et lock-out, révoltes des peuples coloniaux.

L'édifice de l'empire britannique craque de toutes parts. Après avoir subi les exigences essentielles de l'Irlande insurgée, Londres fait des concessions à l'Égypte insoumise, cependant que l'insurrection met en feu le Transvaal et que de terribles menaces s'accroissent aux Indes. Le gouvernement britannique et la coalition conservatrice-libérale qui le soutient sont travaillés par les divisions intestines.

En France, tandis que la crise économique arrête le trafic des ports et provoque la faillite de grandes banques, la corruption gouvernementale et parlementaire s'étale au grand jour, les scandales se suivent, et la politique du Bloc National prépare la banqueroute de l'État.

L'Italie est en état de crise ministérielle quasi-permanente et subit les exploits sanglants des fascistes, prélude de guerre civile dont la classe ouvrière fait les frais en attendant l'inéluctable renversement des rôles. Le Japon lui-même, le grand profiteur de la guerre, n'est pas épargné par la crise qui agite les deux continents, et son gouvernement dirige des mitrailleuses sur les foules qui réclament modestement le suffrage universel.

Tel est l'aspect que présentent les pays vainqueurs. Quant aux pays vaincus, les souffrances des masses travailleuses y forment un saisissant contraste avec l'opulence de l'oligarchie régnante des potentats de la finance et de l'industrie.

Et la Russie, pratiquement isolée du reste du monde depuis sept années, ruinée par la guerre impérialiste et la guerre civile, affamée par un blocus inexorable et par une calamité naturelle, est obligée de vouer tous ses efforts à la sauvegarde d'une partie de ses millions d'affamés, auxquels la civilisation bourgeoise refuse le salut, représenté selon la parole du docteur Nansen par la moitié du prix d'un cuirassé.

Parmi tant de ruines, de misères et de douleurs, un seul espoir reste à l'humanité martyrisée : c'est la force libératrice du prolétariat. Seule, la dictature prolétarienne aura raison de la dictature capitaliste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS !

Vous ne resterez pas inactifs, tandis que vos maîtres vous imposent de nouvelles charges, exigent de vous de nouveaux sacrifices, alourdissent votre asservissement.

Le 1^{er} mai prochain vous manifesterez, dans une grandiose démonstration de votre conscience de classe, votre volonté de combat.

Dressez bien haut le programme de vos revendications pressantes, entrez en lutte pour les faire triompher. Unissez-vous, formez le front unique des exploités opposé au front unique des exploités. Qu'elles que soient vos divergences politiques, vous n'avez tous que des intérêts communs, vous ne formez qu'une seule classe, et si vous en constituez le bloc, aucune force ne pourra y résister.

Pour le maintien de la journée de huit heures, pour l'amélioration des conditions d'existence des salariés, pour la suppression des impôts qui pèsent sur les non-possédants et des charges militaires, pour l'annulation des dettes capitalistes, pour la libération des peuples opprimés par l'impérialisme, pour l'établissement d'une véritable paix dans le monde, pour la reconnaissance de la République des Soviets, manifestez le 1^{er} mai par une grève générale de vingt-quatre heures dans tous les pays.

Entendez les mots d'ordre de l'Internationale Communiste ! Soutenez dans leur lutte intrépidement les Partis Communistes, qui vous tracent la voie de l'émancipation et vous y précèdent en s'exposant les premiers aux fureurs, aux représailles de la bourgeoisie ! Rappelez-vous l'exemple de sacrifice et de dévouement à la cause du prolétariat donné par les communistes de Russie, de Finlande, d'Ukraine, de Sibérie, du Caucase, par les communistes d'Allemagne et de Hongrie, par les communistes de Pologne et des Balkans, par les communistes d'Italie et d'Espagne, dont le sang a coulé pour votre cause !

Proclamez les fiers mots d'ordre :

GREVE GENERALE LE 1^{er} MAI !
 PAIX ET LIBERTE A TOUS LES PEUPLES !
 TOUT LE POUVOIR AU PROLETARIAT !
 VIVE LA REPUBLIQUE DES SOVIETS DE
 RUSSIE !
 VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE
 UNIVERSELLE !

Le Comité Exécutif
 de l'Internationale Communiste.



Rapport de Marcel Cachin au Comité Directeur

Le 16 mars, le camarade Marcel Cachin a rendu compte, au Comité Directeur, de la Conférence tenue à Moscou du 21 février au 4 mars, par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste. Les délégués du Parti à cette Conférence étaient, outre Marcel Cachin, les camarades Daniel Renoult, Louis Sellier, R. Métayer (auxquels se joignirent A. Ker, Albert Treint, Souvarine et aussi Alfred Rosmer).

Voici le compte rendu de Marcel Cachin :

La conférence à laquelle nous venons d'assister à Moscou a tenu douze jours de séances, du 21 février au 4 mars.

L'ordre du jour comportait :

Les rapports des sections nationales les plus importantes, la question du front unique ; la situation de l'Internationale Syndicale ; les menaces de guerre ; la politique économique de la Russie ; la question française ; la question hongroise ; la question russe - la presse communiste ; la famine en Russie et les moyens d'y remédier ; les jeunesses communistes.

Nous avons reçu un mandat strict sur la question du Front Unique. Pour le reste, un mandat large.

Notre compte rendu vous sera présenté en trois parties :

Ker vous entretiendra de la politique nouvelle en Russie et de la situation du communisme international ;

Renoult rapportera sur la question du front unique ;

Ma mission est de vous soumettre les décisions relatives : 1° à la question française ; 2° à la conférence proposée par les organisations adhérentes à Vienne (Internationale deux et demie).

Je fus appelé d'abord à improviser un bref rapport sur la situation de notre Parti. J'eus établi ce petit document sans autre note, sur mes souvenirs. Mais il faut cependant en donner lecture, car l'agence Rosta l'a transmis défiguré dans certaines de ses parties. En particulier, m'a-t-elle prêté sur les rapports de la C. G. T. U. et du Parti des affirmations inexactes qui ont paru dans l'*Humanité* et qu'il est impossible de ne pas rectifier.

Voici le texte exact de mon intervention :

Le rapport de Cachin à Moscou

« Le Parti Communiste français est né du Congrès de Tours, il y a quatorze mois. Au cours de l'année qui vient de finir, son travail essentiel a été de s'organiser à l'intérieur, de se constituer, de s'affirmer en tant que parti en face de toutes les autres formations politiques.

« On a dû d'abord multiplier les efforts pour assurer les besoins de la propagande. Il s'agissait de défendre le Parti naissant contre les agressions de ses ennemis acharnés. En outre, il était nécessaire de porter à nos fédérations et aux

organisations locales un concours oral dont elles ne pouvaient se passer.

« Le total des réunions ainsi tenues en 1921 à travers la France est très élevé. Le travail absorba une grande partie de l'activité des membres du premier Comité Directeur et nous pouvons dire qu'il fut très efficace. Si insuffisant que soit encore notre recrutement, 130.000 membres pour 1921, le Parti Communiste français est de tous les organismes politiques nationaux celui qui compte de beaucoup le plus grand nombre d'adhérents.

« L'élite ouvrière et paysanne française est aujourd'hui groupée autour du Parti Communiste et de la nouvelle C. G. T., dont la volonté scissionniste des partisans d'Amsterdam a entraîné la constitution. Le Parti Communiste a fourni le concours le plus entier aux éléments révolutionnaires des syndicats dans leur lutte pour obtenir la majorité confédérale qu'ils viennent de conquérir.

« La presse du Parti est en général en progrès. Les résultats financiers de l'*Humanité* sont très satisfaisants ; ils lui permettent de venir en aide aux organes quotidiens et périodiques de Paris et de la province. L'*Humanité* mettra cette année à leur disposition, sur ses bénéfices, une somme de 700.000 francs. Nous comptons cinq quotidiens et plus de quarante hebdomadaires. Le journal central du Parti est le plus important des organes d'opinion du pays. Son tirage se maintient à 180.000 exemplaires environ. Il s'élève au-dessus de ce chiffre lorsque se manifeste une émotion populaire de quelque importance. Actuellement, il est le centre autour duquel se groupent à peu près tous les militants révolutionnaires de Paris et de la France.

« Sous la direction et le contrôle du Parti, l'*Humanité* a mené plusieurs campagnes au cours de 1921.

« Elle a contribué, avec l'*Internationale*, à de retentissantes élections parisiennes qui ont grandi le prestige du Parti (Loriot et Souvarine, Marty et Badina).

« Elle a réuni un million et quart de francs, soit 24 millions de marks, pour les sinistrés de la Volga.

« Son attitude a obligé le gouvernement français à hâter la démobilisation d'une classe de soldats levée pour occuper la Rhur et dont elle relatait chaque jour avec éclat les actes d'indiscipline.

« Elle a poursuivi sans trêve le militarisme, dénoncé ses exigences, son esprit, ses crimes. Elle a violemment attaqué les votes des impôts indirects, l'impôt sur les salaires ouvriers.

« Elle combat les tendances à la répression contre les travailleurs, les tentatives contre la journée de huit heures.

« D'entente avec le Comité Directeur, et conformément aux indications de l'Exécutif, elle a contribué à organiser la semaine de propagande communiste de novembre.

« Elle ouvre ses tribunes aux syndicalistes, à la propagande des femmes.

« Elle a créé un journal pour les paysans ; un journal pour les jeunes.

« Elle a aidé à la création de quotidiens commu-

nistes rédigés en arabe et faisant appel au prolétariat indigène de l'Afrique du Nord.

« Le Comité Directeur élu à Marseille, soucieux d'intéresser à l'action du Parti tous les camarades inscrits dans ses rangs, a pris, dès ses premières séances, une décision nouvelle qui est en cours d'exécution. Outre qu'il vient d'organiser avec succès à travers la France entière des centaines de réunions contre la politique de Poincaré, il a dressé une liste de revendications concrètes et immédiates intéressant directement la vie de tous les prolétaires sans parti. Il a tiré des feuilles volantes adressées à tous les membres de toutes les sections avec mandat pour chacun de prendre à part des dizaines de camarades de travail, d'appeler leur protestation contre les menaces de réduction de salaires, l'attentat à la journée de huit heures, de guerre, d'impôts nouveaux ; de leur demander leur signature avec leurs adresses. Le Parti centralisera les résultats de cette action à laquelle il intéresse personnellement tous ses militants sans exception et par laquelle il veut toucher des centaines de mille de sans-parti et d'indifférents.

« Le groupe parlementaire du Parti ne compte que quinze membres sur plus de six cents députés bourgeois. Une liaison organique le rattache au C. D. ; une commission commune aux deux groupements en règle son action. Jusqu'à présent, cette action s'exerça surtout dans les pays où furent dégués les députés communistes aux fins d'agitation.

« A la Chambre, ils s'opposent à tous les autres partis ; mais leur petit nombre les dessert ; néanmoins, ils ont agi de leur mieux contre les desseins impérialistes des dirigeants, en faveur de la Révolution Russe qu'ils défendent de toutes leurs forces à chaque occasion ; le règlement de la Chambre va être modifié pour tenter de restreindre la liberté de parole, à la suite de leurs interventions récentes. Ils ont fait échouer, par leur tactique, un projet de loi préparé par les ministres pour mettre un terme à la propagande antimilitariste à laquelle le Parti donne en ce moment une place prépondérante.

« Le Parti français s'est donné une constitution et un règlement à son Congrès administratif du mois de mai 1921. Il a fixé les lignes de son activité concrète et ses programmes spéciaux au Congrès de Marseille de décembre dernier.

« Il compte des représentants communistes dans plusieurs centaines de municipalités ouvrières et paysannes. Ces représentants sont groupés en une fédération, dont le centre est à Paris, et fonctionne aux côtés du C. D. et sous son contrôle. Nous attachons une grande importance à ces œuvres d'administration locale pour le présent et plus encore pour l'avenir.

« Telles sont, camarades, quelques-unes des tâches qui, depuis Tours, ont sollicité notre activité.

« Autant que le permettent les conditions mêmes de notre opinion ouvrière, nous avons conscience d'avoir obéi dans notre action aux directives de nos trois Congrès mondiaux.

« C'est notre loi. C'est notre préoccupation maternelle.

« Les membres de notre Parti sont dévoués sans aucune réserve à la Troisième Internationale à laquelle ils ont donné leur adhésion du fond de leur cœur.

« Au reste, ils ne méconnaissent ni leurs imperfections ni leurs erreurs. Certains le lui rappellent avec insistance et sans discrétion. Mais quelle que puisse être l'appréciation sur certains détails de la vie du Parti français, nul ne peut nier le grand effort vers le Communisme qu'il a accompli depuis

Tours et les résultats évidents et certains auxquels il est parvenu. »

Devant la Commission

Une commission spéciale, présidée par Trotsky et composée de Zinoviev, Clara Zetkin, Kolarof, Ambroggi, Walezki, Humbert-Droz, fut désignée pour présenter à la Conférence un rapport sur la situation intérieure du Parti français.

Elle se réunit à plusieurs reprises pour étudier les causes du malaise qui, depuis quelques mois, menace gravement notre Parti et pour tenter d'y porter le remède. A ces multiples réunions de commission assistèrent les sept représentants du Parti Communiste français, les camarades Souvarine, Treint, Ker, D. Renoult, Métayer, Louis Sellier et Marcel Cachin. Dès la première réunion, qui se tint le jeudi 23 février, Zinoviev déclara qu'avant l'arrivée des quatre délégués extraordinaires du Comité Directeur, les camarades Ker et Treint avaient été entendus par les membres du Présidium sur la situation de notre Parti et qu'il convenait qu'à notre tour nous donnions notre sentiment sur le même sujet. En notre nom, Daniel Renoult déposa sur le bureau la note suivante :

Le rapport Renoult

« Le Comité Directeur a donné à sa délégation spéciale pour la Conférence Internationale le mandat le plus large en ce qui concerne la situation intérieure du Parti Communiste français.

« Le Comité Directeur a chargé cette délégation de rechercher avec l'Exécutif les moyens propres à faire cesser une crise qui s'envenime et s'aggrave au point de mettre en danger le recrutement même du Parti.

« Il estime que les causes de cette crise sont personnelles et non politiques.

« Depuis le Congrès de Tours (décembre 1920) jusqu'à la fin de l'été dernier, l'accord entre les camarades appartenant au Comité de la III^e Internationale et à l'autre fraction du Parti a été parfait.

« A Tours, le Comité Directeur fut composé de treize membres du Comité de la III^e Internationale et de onze membres appartenant à la fraction dite groupe Cachin-Frossard.

« Les décisions du Comité furent prises à l'unanimité.

« C'est après le Troisième Congrès International que la crise commença.

« Elle eut pour cause initiale l'article de Souvarine consacré au Congrès dans le *Bulletin Communiste* et dans lequel, sans aucun mobile, il attaqua Paul Louis et Victor Méric, reprochant à l'un sa manière journalistique qui, disait-il, rebutait les lecteurs, accusant l'autre d'avoir toujours été un révolutionnaire peu zélé du Comité de la III^e Internationale.

« Paul Louis ne jugea pas qu'il était nécessaire de répondre. Mais Méric, polémiste ardent, répondit, non pas avec violence ou injurieusement, mais en utilisant les moyens d'ironie qui lui sont propres.

« Pendant ce temps, le ton des lettres de Souvarine au Comité Directeur devenait de plus en plus acerbe. Il a pu justement faire observer que son irritation avait pour cause le silence du Comité Directeur, qui ne lui répondit pas. Il est certain que la liaison fut, pendant longtemps, mal établie. On peut ajouter que le secrétariat international, assuré par Loriot, a peut-être parfois, pour des motifs divers, différé certaines réponses. Mais ces

considérations ne peuvent justifier, le ton de certaines lettres où Victor Méric est traité de malhonnête homme et Rappoport de vipère.

« Le Comité Directeur, à l'unanimité, chargea Lorient d'écrire à Souvarine pour lui demander de ne plus correspondre avec son Parti sur un pareil ton.

« Le Comité Directeur, d'autre part, blâmait les polémiques personnelles.

« Il convient de noter que ces difficultés ont surgi entre membres de l'ancien Comité de la Troisième Internationale et que l'organe qui s'y mêla fut le *Journal du Peuple* d'où viennent tous les amis personnels de Souvarine et Souvarine lui-même.

« Cette considération envenima la crise lorsqu'arriva de l'Exécutif la décision relative au contrôle de la presse, au *Journal du Peuple* et à la *Vague*. Certains camarades supposèrent que Souvarine avait agi personnellement auprès de l'Exécutif pour obtenir cette décision que Fabre appela un ukase. La vérité est aujourd'hui rétablie. Mais, c'est un membre du Comité de la Troisième Internationale, Vaillant-Couturier, qui est responsable de la prolongation de l'erreur dont se plaint Souvarine.

« Le Comité Directeur fit de son mieux pour arrêter les polémiques, dont il était facile de prévoir les conséquences. Il en préserva le plus qu'il put ses journaux officiels: Le directeur de l'Internationale demanda publiquement à Méric d'y renoncer, ce dernier ayant, dans ce journal, fait allusion à un article de Souvarine paru dans l'*Humanité*.

« Il faut rappeler, pour montrer qu'aucune divergence politique sérieuse ne se produisit au sein du Comité Directeur, que toutes les thèses pour le Congrès de Marseille y furent adoptées à l'unanimité.

« C'est seulement sur la question de la direction du Parti et du Præsidium qu'une majorité et une minorité se constituèrent pour une fois. Mais, au Congrès de Marseille, la thèse dite de politique générale traitant cette question, thèse remaniée à la suite des conversations avec Valetzky et Bordiga, reçut l'assentiment public de Lorient et fut votée à l'unanimité moins une voix par le Congrès.

« Il s'agissait donc, non pas d'un conflit politique, mais de différends purement personnels et que le Parti espérait dissiper peu à peu, lorsque la non-réélection de Souvarine au Comité Directeur vint aggraver la crise.

« C'est la Fédération de la Seine, dont on connaît l'esprit révolutionnaire, qui assura l'échec de Souvarine. On a parlé de cuisine électorale au Congrès de Marseille. Mais, dans la Seine, les militants restèrent individuellement au sein de chaque section. Lorient, Vaillant-Couturier, Ker, obtinrent de 9 à 8.000 voix. Souvarine en obtint 2.000. Il est évident qu'il s'agit là d'une manifestation contre un homme et non contre une tendance.

« L'échec de Souvarine dans la Seine, qui eut pour conséquence son échec à Marseille, s'explique, pour une part, par l'irritation causée dans les masses du Parti par ses polémiques, les façons autoritaires qu'on lui prête, ses attaques violentes contre un militant comme Victor Méric, populaire pour son long passé révolutionnaire et estimé de tous pour son indiscutable intégrité.

« Cet échec s'explique, pour une part plus importante encore, par l'émotion produite par les deux articles où Souvarine s'est déclaré partisan du désistement des communistes, au second tour,

en faveur des dissidents. La Fédération de la Seine est vivement opposée à cette tactique. Elle demande que les candidats communistes soient maintenus à tous les tours de scrutin. Au Congrès de Marseille, elle a voté contre la thèse du Comité Directeur, qui permet aux Fédérations de choisir entre le retrait pur et simple du candidat communiste ou son maintien dans tous les cas au deuxième tour.

« Il est hors de doute, pour tout observateur sincère, que l'attitude prise par Souvarine sur cette question a nuí grandement à sa popularité, d'autant plus qu'on lui reprochait d'avoir, lors de sa candidature dans le deuxième secteur, rédigé entièrement une affiche qui, citant l'*Ere Nouvelle*, le *Populaire* et la *France Libre*, faisait appel aux dissidents des deux groupes et aux bourgeois radicaux.

« Ainsi s'explique son échec à la Seine. A Marseille, cet échec fut moins net. Il fut seulement distancé par le dernier élu de quelques centaines de voix.

« La démission immédiate de Lorient, Vaillant-Couturier, Dunois et Treint, qui se solidariserent avec Souvarine, pourrait donner à la crise un caractère politique, si l'on ne notait pas qu'il lui fut répondu immédiatement par la motion Ker, votée à l'unanimité et maintenant Souvarine comme délégué à l'Exécutif.

« Par ce vote, le Congrès voulut marquer non seulement qu'il se refusait à donner à l'échec personnel de Souvarine un caractère politique, mais encore qu'il s'associait aux déclarations de Ker, rendant hommage aux qualités d'intelligence et à l'effort de travail dont le délégué du Parti français à l'Exécutif avait donné les preuves.

« Le Congrès, après le Comité Directeur, a blâmé solennellement les polémiques personnelles, de quelque côté qu'elles puissent venir. Il a enjoint au Comité Directeur de les réprimer sans faiblesse.

« Il a déclaré que les écarts de tendance de droite ne sauraient être tolérés. Depuis, Brizon, appelé devant la Commission des conflits, blâmé publiquement par elle, a déclaré qu'il acceptait ce blâme et n'écrirait plus d'articles semblables à ceux qui avaient ému le Parti. Henri Fabre a reçu aussi un premier blâme.

« On ne pourrait, d'ailleurs, sans méconnaître outrageusement la vérité, affirmer qu'il existe dans le Parti français une tendance de droite importante.

« Verfeuil, qui, à Berne, à côté de Lorient, militait contre la II^e Internationale et lançait dès cette époque le mot d'ordre pour l'épuration du Parti français, n'est pas un homme de droite. L'exemple de discipline qu'il a donné à Tours a fortement contribué à maintenir les gens batailleurs dans le Parti communiste.

« Victor Méric a été toute sa vie un homme d'extrême gauche. Rappoport fut l'un des fondateurs du Comité de la III^e Internationale.

« Il est vrai qu'il existe, à l'état sporadique, dans le Parti quelques éléments de droite qui tendent à se grouper autour du *Journal du Peuple*, qui, d'autre part, accueille les syndicalistes révolutionnaires et quelques anarchistes.

« Ces éléments n'ont aucune importance. Le *Journal du Peuple* lui-même ne compte ni pour sa vente, ni pour son autonomie politique.

« Le Comité Directeur n'en est pas moins résolu à agir énergiquement dès que le besoin s'en fera sentir. Il n'a aucune raison de ménager ni cette infime tendance de droite, ni le *Journal du Peuple*.

« Il est profondément convaincu que la crise dont souffre le Parti, et qui commence à nuire sérieusement à son recrutement, en jetant le découragement dans les masses, est due exclusivement aux luttes personnelles qui viennent d'être sommairement retracées.

« Il a donné à sa délégation spéciale un mandat large en vue de réaliser le maximum d'accord et de réconciliation.

« Il est, d'ailleurs, résolu à agir avec la plus grande énergie pour éviter que l'année qui commence soit viciée pour le communisme français par les déplorables querelles du dernier semestre de 1921. »

Discussion du rapport Renoult

La discussion s'engagea immédiatement sur les termes et les conclusions de ce document. Le camarade Souvarine le critiqua avec vivacité et essaya de montrer que la crise dont souffrait le Parti était d'ordre non personnel, mais politique, qu'elle était née des progrès de la droite dans nos rangs et de l'attitude de faiblesse ou de complaisance vis-à-vis du Comité Directeur. Il se plaignit du *Journal du Peuple*, qu'il accusa d'avoir mené contre l'Exécutif et contre lui-même une campagne qui triompha à Marseille. Il se plaignit aussi que la tendance qu'il représentait était exclue du nouveau Comité Directeur ; que les tribunes du Parti étaient enlevées à ses amis, et que, d'une manière générale, le Parti en son ensemble était redevenu, comme avant Tours, un parti social-démocrate.

Le camarade Treint reprit les critiques de Souvarine contre la majorité présente du Parti. Il affirma que le *Journal du Peuple* était le journal de la Fédération de la Seine, celui qui guidait les tendances de droite, maîtresses du communisme français ; que, depuis Marseille, le Parti avait montré sa vraie figure, jusque-là dissimulée ; que son article du 9 janvier avait créé le délit de tendance et que la décision d'un récent Comité directeur, modifiant la composition du Comité de direction du *Bulletin Communiste*, avait, en réalité, privé ses amis de leur tribune. Et, cependant, ajouta Treint, ceux qui ont le droit de parler dans le Parti, c'est nous ; ceux qui ont le droit de se taire, ce sont les gens de droite et ceux qui leur sont complaisants.

Trotsky prit la parole pour attaquer, lui aussi, les campagnes du *Journal du Peuple* sur le Bloc des gauches, les articles multiples où Fabre regrette la scission de Tours, ceux où l'Exécutif est pris à partie. Il nous demande quelles sanctions nous comptons prendre contre ces violations des conditions d'admission à la III^e Internationale.

D'autre part, il déclara que les démissionnaires de Marseille avaient commis une faute grave contre la discipline communiste et contre le Congrès, et qu'il convenait aussi d'examiner leur cas.

Nous répondîmes, Sellier, Mélaye, D. Renoult et moi, en mettant au point la véritable influence du *Journal du Peuple* dans le communisme français et en rectifiant les assertions émises par Souvarine et Treint sur l'importance de la droite dans le Parti et sur l'orientation réelle du nouveau Comité directeur.

La séance fut remise au samedi 25.

Suite de la discussion

Au début de cette seconde séance, Souvarine renouvela avec vigueur ses attaques contre le Parti français. Il déclara que le Parti s'élevait désormais contre les 21 conditions, qu'il tolérait la

propagande du pacifisme bourgeois, qu'il manquait de discipline, que la Fédération de la Seine s'était affirmée fédéraliste et qu'il était intolérable qu'on supporte les campagnes de droite du *Journal du Peuple*, alors que ses amis et lui étaient privés de tribune.

« Il faut, dit-il, que la direction du Parti choisisse entre ceux qui défendent la III^e Internationale et ceux qui la combattent. Il faut un Congrès extraordinaire pour adopter un programme politique qui nous départagera. »

Trotsky s'éleva contre cette proposition, à laquelle il fit le reproche d'être inopportune et nuisible. Les tendances qui ne sont encore qu'en embryon finiront par prendre force et consistance. Or, il ne faut dans aucun des partis de la III^e Internationale ni tendances, ni fractions rivales intérieures.

Il renouvela ses affirmations de blâme aux quatre démissionnaires, en nous demandant si, dans un esprit d'unité, nous ne serions pas disposés à demander leur réintégration au Comité directeur.

Clara Zetkin prit la parole pour répondre qu'on ne pouvait pas imposer une proposition de ce genre au Parti français ; que, tout au plus, la Commission pouvait-elle lui en offrir la suggestion en lui laissant la latitude de prendre lui-même ses résolutions.

D. Renoult déclara en notre nom que nous étions prêts, quant à nous, dans les termes indiqués par Clara Zetkin, à écouter des propositions d'entente.

Je m'associé à D. Renoult ; mais je crus devoir m'élever contre les paroles prononcées à la dernière séance et au début de celle-ci par Treint et Souvarine. Le Parti n'est pas un Parti opportuniste ; ce n'est pas un Parti de droite. Je rappelai notre travail commun depuis Tours et je protestai contre ceux qui émettent la prétention de diminuer le rôle et l'action de notre Comité directeur et des militants de la majorité. J'ajoutai que je demandais aux camarades qui le critiquaient si amèrement si leur intention était de le détruire. Quant à nous, nous ne sommes pas disposés à le laisser ainsi attaquer devant la Commission.

Trotsky nous fit une réplique amicale et conciliante. Il affirma qu'à ses yeux et aux yeux des camarades de l'Exécutif la constitution du Parti communiste français avait été un grand fait historique qu'ils avaient salué avec grande joie. Il rendit hommage à l'œuvre du Parti depuis Tours et depuis Marseille, dont il reconnut la grande utilité et la tenue communiste des résolutions qui y furent prises à l'unanimité.

Quant à la question personnelle à Souvarine, auquel j'avais fait reproche des termes des lettres et des conséquences qu'elles avaient eues, il me répondit qu'après tout c'est nous qui, à Marseille, l'avions réélu comme notre délégué à l'Exécutif.

Quatre questions de Zinoviev

Au terme de la réunion, Zinoviev nous demanda de répondre à quatre questions par lui posées en conclusion au débat :

Voici ces quatre questions :

1^o Que comptez-vous faire pour mettre un terme aux progrès de la droite représenté par le *Journal du Peuple* et son directeur ?

2^o Que comptez-vous faire à l'égard des quatre démissionnaires ?

3^o Quelle sera votre attitude vis-à-vis des syndicats ?

4^o Que pensez-vous du régime des fractions dans le Parti ?

Nous primes acte des termes de ce questionnaire et demandâmes à réfléchir avant d'y répondre.

La séance fut alors levée.

Réponses de la délégation

Le mardi 28, troisième séance, au début de laquelle Daniel Renoult donna lecture de nos réponses. Voici le texte de la note que déposa notre camarade :

I. — La délégation française, conformément aux déclarations de Marseille contre l'opportuniste de droite, s'engage à demander au C. D., au nom de l'Exécutif, le renvoi immédiat de Henri Fabre devant la commission des conflits, aux fins d'exclusions.

II. — La délégation enregistre la désapprobation formulée par l'Exécutif à l'occasion de la démission de plusieurs membres du C. D. Dans un but d'apaisement, elle demandera au C. D. de proposer au prochain Conseil National la réintégration de ces camarades. Le C. D. déciderait que ce Conseil National aura pouvoir de congrès. Les camarades actuellement en fonction par suite des démissions conserveraient leurs mandats jusqu'à la fin de l'exercice.

III. — La délégation insistera auprès du C. D. pour que la thèse du Congrès de Marseille relative aux rapports des syndicats et du Parti soit strictement appliquée. La Commission syndicale du C. D. devra travailler sans relâche dans ce but.

IV. — Le régime des fractions ne peut exister dans un parti communiste. La délégation transmettra au C. D. la volonté exprimée par l'Exécutif en vue de mettre un terme aux discordes intestines, d'en finir avec les polémiques irritantes et de réaliser l'union étroite de tous les communistes pour l'action.

On discute

Trotsky et Zinoviev déclarent qu'ils acceptent le texte de cette note.

Ker proteste contre la première réponse et réclame l'application de l'article 9 des statuts de la 3^e Internationale, ainsi conçu : « L'Exécutif a le droit de demander à une section nationale l'exclusion de tout membre ou de toute fraction qui aurait enfreint la discipline communiste ».

Métayer prend en notre nom l'engagement de soutenir le point de vue suggéré par la commission. Mais il est impossible de « déposséder le Parti français, comme le demande Ker » ; il doit rester maître de la sanction à infliger à ses membres indisciplinés.

Clara Zetkin appuya le point de vue de Métayer et déclara qu'elle faisait confiance aux camarades français. Elle demanda que le Comité Directeur invite les membres du Parti à ne plus collaborer au *Journal du Peuple*.

Treint se refuse à suivre Clara Zetkin. Il demande à Moscou d'agir immédiatement. « Notre Parti, dit-il, est trop malade pour agir énergiquement dans le sens indiqué par la commission. »

Clara Zetkin l'interrompt pour lui répondre que si le Parti est si malade que le dit Treint, rien ne pourra le sauver, surtout un ordre venu de Moscou par-dessus la tête des camarades français.

Treint insiste, puis il ajoute :

« En outre, la deuxième réponse ne nous donne aucune satisfaction. En acceptant la proposition de notre réintégration, nous faisons un grand sacrifice. Notre intention était d'en appeler au Parti lui-même et de nous faire réintégrer par lui. Dans la résolution Renoult, nous sommes blâmés sans que nous puissions faire connaître les raisons de nos démissions. »

J'interviens alors pour affirmer, après D. Re-

noult, Sellier et Métayer, que nous nous élevons contre cette idée de la survivance des fractions dans le Parti ; que leur survivance, c'était sa dislocation ; que nous étions prêts aux plus grands efforts de conciliation pour mettre fin aux querelles désolantes d'aujourd'hui, mais qu'il importait, d'autre part, que l'on réponde à nos offres conciliatrices par une attitude identique.

Zinoviev répond qu'après mes déclarations, il y a lieu de faire confiance aux camarades français ; qu'il importe seulement que le Parti français reste en rapports étroits avec l'Exécutif, qu'il entretienne avec lui des relations plus suivies que dans le passé, qu'il frappe la droite même si elle n'est encore qu'embryonnaire. Ces conditions remplies, il combat l'idée de fraction à part dans le Parti et il conclut qu'il faut les étouffer dans leur germe.

Trotsky conclut en disant à Souvarine et à Treint :

— Vous vous plaignez que la proposition de Renoult, qui va servir de base à la résolution définitive, contienne un blâme à votre adresse. Mais la résolution est équilibrée. Elle reconnaît que vous avez commis une faute en démissionnant. Elle compense le blâme en demandant votre réintégration. En outre, elle défère le *Journal du Peuple* et son directeur devant la Commission des Conflits.

« Nos camarades de la majorité nous répètent que ni Fabre ni le « *Journal du Peuple* » ne jouent dans le Parti un rôle important qui justifie la procédure que nous vous soumettons. Mais il est des symptômes de maladie d'abord d'apparence insignifiante, et contre lesquels cependant il est nécessaire de réagir à temps. »

Souvarine réclame, avant de prendre des engagements, que soit réglée la question du *Bulletin Communiste*.

Zinoviev et moi lui répondons qu'il faut d'abord obéir des deux parts au désir d'unité exprimé par la commission : lorsque cette unité morale sera à nouveau réalisée dans le Parti, la paix revenue ne manquera pas d'avoir ses conséquences.

Une sous-commission est désignée pour entendre lecture du rapport que Trotsky doit soumettre à la Conférence.

Cette sous-commission se réunit le mercredi 1^{er} mars.

Elle adopte le texte de Trotsky avec quelques modifications.

Le voici intégralement :

La Résolution Trotsky

Le Parti communiste français a fait, depuis Tours, un grand effort d'organisation, qui a retenu dans ses cadres les meilleures forces du prolétariat éveillé à l'action politique. Le Congrès de Marseille a été pour le Parti l'occasion d'un sérieux travail doctrinal, dont le mouvement ouvrier révolutionnaire tirera certainement le plus grand profit.

Rompant avec les traditions parlementaires et politiciennes du vieux Parti socialiste, dont les congrès n'étaient que prétextes à toutes oratoires des leaders, le Parti communiste a, pour la première fois en France, appelé l'ensemble des militants ouvriers à une étude préalable et approfondie de thèses traitant de questions essentielles pour le développement du mouvement révolutionnaire français.

La crise d'organisation dans le Parti français, qu'il est également faux d'estimer au-dessous et au-dessus de son importance, constitue un des moments du développement du Parti communiste

français, de son épuration intérieure, de sa reconstruction et de sa consolidation sur une base réellement communiste.

La scission de Tours fixe la ligne de partage fondamentale entre le réformisme et le communisme. Mais c'est un fait absolument indiscutable que le Parti communiste qui a surgi de cette scission a conservé dans certaines de ses parties des survivances du passé réformiste et parlementaire, dont il peut se débarrasser et dont il se débarrassera par des efforts intérieurs en prenant part à la lutte des masses.

Ces survivances du passé, dans certains groupes du Parti, se manifestent :

- 1° Par une tendance à rétablir l'unité avec les réformistes ;
- 2° Par une tendance à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie ;
- 3° Par la substitution du pacifisme humanitaire petit-bourgeois à l'antimilitarisme révolutionnaire ;
- 4° Par la fausse interprétation des rapports entre le Parti et les Syndicats ;
- 5° Par la lutte contre une direction du Parti vraiment centralisée ;
- 6° Par les efforts pour substituer une Fédération platonique de partis nationaux à la discipline internationale d'action.

Après la scission de Tours, les tendances de ce genre ne pouvaient se manifester avec une pleine force ni compter sur une grande influence dans le Parti. Toutefois, sous la pression puissante de l'opinion publique bourgeoise, les éléments enclins à l'opportunisme manifestent un penchant naturel les uns vers les autres et s'efforcent de créer leurs organes et points d'appui.

Si faible que soit le succès qu'ils aient obtenu dans cette direction, ce serait une erreur de ne pas estimer à sa propre valeur le danger que leur travail représente pour le caractère révolutionnaire et l'unité du Parti. En aucun cas les organisations communistes ne peuvent servir d'arène pour la libre propagande des opinions qui furent en substance la cause de la sécession des réformistes — dissidents du parti de la classe ouvrière. Tout manque de clarté sous ce rapport empêcherait inévitablement le travail révolutionnaire d'éducation dans les masses.

La séance plénière du Comité exécutif constate que les résolutions du Congrès de Marseille, pénétrées de l'esprit de l'Internationale communiste, créent des points d'appui hautement importants pour l'activité du Parti parmi les masses laborieuses des villes et de la campagne.

En même temps, la séance plénière du Comité exécutif prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française que le Journal du Peuple — l'organe où se concentrent les tendances réformistes et confusionnistes — vu qu'il occupe une position complètement opposée au programme de l'Internationale, aux décisions des congrès du Parti communiste français à Tours et à Marseille, et à l'intransigeance révolutionnaire du prolétariat français conscient, sera, dans le plus court délai, mis hors du contrôle du Parti.

L'importance exclusive du Congrès de Marseille consiste en premier lieu en ce qu'il a posé devant le Parti la tâche capitale d'un travail systématique et régulier dans le sein des Syndicats, conformément à l'esprit du programme et de la tactique du Parti. Ceci implique, justement, la désapprobation décisive de la tendance manifestée par ces membres du Parti, qui, sous le prétexte de lutter pour l'autonomie, d'ailleurs tout à fait indiscutable, des

Syndicats, luttent en réalité pour l'autonomie de leur propre travail à l'intérieur des Syndicats, sans aucun contrôle et sans direction de la part du Parti.

La séance plénière prend connaissance de la déclaration de la délégation française, que le Comité directeur du Parti prend et prendra toutes les mesures nécessaires pour que les décisions du Parti soient accomplies dans un esprit d'activité communiste dans les Syndicats (strictement unis, et disciplinés), sous la direction du Comité directeur du Parti.

Vu que les statuts de l'Internationale communiste et de ses sections se basent sur le principe de centralisme démocratique et garantissent suffisamment le développement régulier et normal de chaque parti communiste, la séance plénière considère comme injustifiée la démission de plusieurs membres du Comité directeur élus au Congrès de Marseille, indépendamment des mobiles politiques de ces démissions. L'abandon des postes confiés par le Parti peut être interprété par les larges masses du Parti comme une déclaration d'impossibilité du travail commun régulier des représentants des nuances différentes dans les cadres du centralisme démocratique et peut servir d'impulsion à la formation de fractions à l'intérieur du Parti.

La séance plénière du Comité exécutif exprime sa conviction absolue que la lutte contre les manifestations susindiquées des tendances anticommunistes sera menée par la majorité écrasante du Parti et par les institutions dirigeantes du Parti tout entier. Considérant que la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand tort au développement du Parti et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat, la séance plénière du Comité exécutif prend connaissance avec satisfaction de la déclaration de la délégation française que le Comité central est prêt à prendre les mesures d'organisation nécessaires pour que la volonté du Congrès de Marseille soit exécutée jusqu'au bout et intégralement et que les camarades qui avaient démissionné fassent partie de la direction du Parti pour y accomplir un travail régulier, et sans discorde.

A la Conférence, la résolution et les commentaires oraux qui en furent faits par Trotsky furent adoptés sans débat.

La représentation à l'Exécutif

Il est proposé par la délégation d'entente avec l'Exécutif que, conformément aux décisions de Marseille, Souvarine reste à Moscou. Il lui est adjoint un co-délégué. Sellier accepte provisoirement de remplir la fonction, en attendant que le Comité directeur ait fait choix de son remplaçant.

Pour le Præsidium, Zinoviev propose que les deux délégués de la France soient appelés à y siéger au même titre. Souvarine juge impossible pour lui d'accepter cette proposition. Il donne sa démission publiquement. Le bureau la refuse. Quarante-huit heures après, il retire sa démission.

Tel est, camarades, le compte rendu, aussi fidèle que possible, des débats relatifs à la question intérieure française et les conclusions que nous vous soumettons. Nous nous sommes inspirés exclusivement, en les formulant, en les défendant à Moscou comme ici, de l'intérêt du Parti, du rétablissement de son unité morale, de sa dignité et aussi du souci de fidélité à la III^e Internationale.

ANNEXES

Le Discours de Daniel Renoult

À la première séance du 25 février de l'Exécutif élargi, Daniel Renoult prononça le discours suivant, dont nous empruntons le texte au sténogramme officiel :

Daniel Renoult. — Camarades, au moment où le Parti Communiste français défend très nettement son point de vue sur le grave problème du front unique, il tient d'abord à affirmer son scrupuleux esprit de discipline et son entière solidarité avec la 3^{me} Internationale. Au cours de son exposé, notre camarade Zinoviev a cru devoir signaler hier certaines déclarations de quelques membres du Parti Communiste français, lesquelles lui ont paru constituer un début de campagne contre l'Internationale Communiste. Nous avons le devoir, au début même de nos explications, de rassurer notre camarade Zinoviev et l'Exécutif tout entier en déclarant bien haut que le Parti Communiste français est, je le répète, un parti particulièrement discipliné dans la 3^{me} Internationale et résolu à faire à cet égard tous les efforts qui peuvent être nécessaires.

Mais, camarades, si le Parti français est pénétré de son devoir, il a aussi la volonté de faire valoir son droit de libre discussion au sein de l'Internationale elle-même, en particulier, lorsqu'il se présente à l'appréciation des communistes du monde entier une question aussi grave, aussi importante, aussi grosse de conséquences que celle du front unique.

Et tout de suite, nous sommes obligés de nous demander si, à l'heure actuelle, au moment où le Comité Exécutif élargi est appelé à délibérer, la question est bien entière.

Certes, la décision vous reste. Vous pouvez décider dans un sens ou dans l'autre, mais nous sommes obligés de constater que nationalement, ou même, ce qui est beaucoup plus grave, internationalement, on a déjà préjugé de la question.

Ce sont des conditions que nous n'avons pas créées en ce qui nous concerne, communistes français, et qui, certainement, rendent la discussion plus difficile.

Le Troisième Congrès et le Front unique

On a dit que le 3^{me} Congrès s'était déjà prononcé implicitement pour le front unique lorsqu'il a accepté la tactique de l'appel aux masses. Nous estimons que c'est là forcer les textes. Nous estimons que le 3^{me} Congrès de l'Internationale Communiste, lorsqu'il a accepté les thèses relatives à l'appel aux masses, ne s'est nullement engagé dans les détails d'application, dans les détails pratiques qui nous sont soumis aujourd'hui par les thèses relatives au front unique.

En ce qui concerne les décisions du 3^{me} Congrès, le Parti Communiste français, après les avoir votées avec l'unanimité des délégués au Congrès mondial, s'est scrupuleusement efforcé de les appliquer. Nous nous sommes efforcés de faire appel aux plus larges masses prolétariennes, de leur proposer des buts d'action précis. Par exemple,

pour la défense de la loi de huit heures, pour la lutte contre l'impôt sur les salaires, pour la défense des salaires eux-mêmes, contre l'offensive patronale, généralisée dans le monde, et qui se fait sentir avec une acuité particulière aujourd'hui.

Nous pouvons donc dire que nous sommes parfaitement en règle dans le Parti Communiste français avec les décisions du 3^{me} Congrès de l'Internationale. Ce n'est pas du bout des lèvres, ce n'est pas avec des réticences que nous avons accepté la tactique de l'appel aux masses. Non seulement nous l'avons acceptée, mais nous nous sommes efforcés dans la plus large mesure possible de la mettre en pratique. Mais aujourd'hui, la question se pose sous un jour tout différent, et le problème apparaît sous deux formes bien distinctes.

Tantôt, en effet, on nous dit, paraphrasant les décisions du 3^{me} Congrès, qu'il s'agit de développer cet appel aux masses pour des actions précises et déterminées, qu'il s'agit de soulever, en mettant en valeur des revendications immédiates, la grosse foule des travailleurs, des ouvriers, et de toucher même les ouvriers les plus inconscients de leur devoir envers leur classe. Et tantôt on nous dit qu'il s'agit d'établir, dans des formes qui ne sont pas encore bien précisées, des accords temporaires et partiels avec les chefs discrédités des partis social-démocrates ou des syndicalistes-réformistes.

Je sais bien que notre camarade Zinoviev nous a dit hier que cette distinction entre l'appel aux masses et l'accord avec les chefs des partis social-démocrates ou syndicalistes-réformistes est un argument de peu de consistance. Pour notre part, nous considérons au contraire que c'est le point difficile du problème. Et ce n'est pas une opinion personnelle que j'exprime, c'est l'opinion profonde du communisme français, lorsque je déclare que toute l'évolution qui s'est produite dans notre parti a été causée précisément par cette possibilité d'entente avec les chefs dissidents ou syndicalistes-réformistes, projet qui a, dans une large mesure, troublé notre prolétariat et auquel, dans son immense majorité, il est hostile.

Le Parti Communiste français n'apporte pas du tout, en ce qui concerne le problème du front unique, une thèse d'opposition, une thèse de négation aux suggestions de l'Exécutif. Mais il tient à faire cette distinction qui lui paraît absolument nécessaire et absolument indispensable. Camarades, oui, nous sommes partisans de l'appel aux masses sous toutes les formes possibles. Nous reconnaissons qu'il nous faut poursuivre la réalisation, dans les luttes, de l'unité de classe du prolétariat. Si l'on veut dire par unité de front qu'il faut chercher à établir cette unité de classe du prolétariat, nous sommes absolument disposés à contresigner toute déclaration en ce sens, de même pratiquement, comme je viens de vous le dire, nous sommes partisans de l'appel aux masses, pour des buts concrets, pour soutenir le plus énergiquement possible les revendications immédiates et urgentes de la classe ouvrière.

Revendications immédiates et Réformisme

Certes, et notre camarade Zinoviev y a fait allusion dans son discours d'hier, certaines craintes se sont manifestées à cet égard dans la classe ouvrière française. Nos camarades communistes, nos camarades syndicalistes-révolutionnaires sont parfaitement disposés à employer tous les moyens pour soulever les masses de la classe ouvrière et par conséquent, disposés à utiliser le plus largement possible dans ce but, les revendications immédiates qui peuvent être lancées, les mots d'ordre précis qui peuvent être jetés devant les masses encore amorphes et indécises.

Mais cependant, les communistes français estiment qu'il y a lieu à cet égard de prendre certaines garanties pour que l'action générale du parti ne soit pas en danger de subir certaines altérations.

Camarades, ce qui a plu aux travailleurs révolutionnaires de France dans le programme de la 3^{me} Internationale, c'est précisément sa netteté, son intransigeance révolutionnaire, et certes, nos camarades ont le désir que les actions pour les revendications partielles immédiates ne fassent pas tort en quelque sorte à la propagande et à l'action pour l'effort révolutionnaire total. Il y a à cet égard dans notre prolétariat communiste des appréhensions qui, bien entendu, ne sont pas justifiées, qui, évidemment, ne reposent pas sur des vérités, car il est indiscutable que dans les intentions de l'Exécutif, cette préoccupation révolutionnaire totale ne doit être aucunement obscurcie, mais enfin nous avons tout de même le devoir d'indiquer à nos camarades de l'Exécutif et à l'Internationale tout entière les préoccupations de la classe ouvrière de France à cet égard.

Il est certain, si l'on descend dans les détails, si l'on suit en quelque sorte, dans son développement et dans son évolution logique, une action quelconque pour une revendication immédiate, que l'on doit tenir compte de ce fait qu'à certains moments évidemment, il pourra être assez délicat pour le Parti Communiste de continuer tous ses efforts en faveur de la revendication en question, sans paraître abandonner ses nécessaires directives d'intransigeance et de netteté révolutionnaire.

Un exemple en passant. L'une des actions les plus énergiques que notre Parti ait menées, pour répondre précisément aux thèses du 3^{me} Congrès et les réaliser dans la pratique, c'est notre campagne contre l'impôt sur les salaires. Cet impôt est particulièrement impopulaire et nous avons pensé que l'on pouvait utiliser le mécontentement de la classe ouvrière à cet égard, comme un levier susceptible d'avoir pour le communisme une valeur assez puissante. Ce sont les communistes qui ont pris l'initiative non seulement dans la presse, mais dans les masses ouvrières, de la campagne contre l'impôt sur les salaires, et c'est parmi les travailleurs de l'Aube que l'agitation a pris la forme la plus aiguë et la plus vive. Eh bien ! camarades, il s'est alors produit ce fait. Lorsque l'agitation a été particulièrement aiguë, lorsque des saisies eurent été opérées sur le mobilier des travailleurs qui refusaient de payer l'impôt sur les salaires ; les représentants bourgeois de ces circonscriptions se sont émus de cette agitation et nous avons appris, justement à notre départ de Paris, mes camarades et moi, que les députés radicaux bourgeois de l'Aube se disposaient à intervenir à la Chambre pour plaider les circonstances atténuantes en faveur des ouvriers menacés de la vente de leurs meubles. Assurément, dirait-on, c'est une extension heureuse de l'agitation, c'est un moyen de plus pour, utilisant la tribune

du Parlement, émouvoir à ce sujet l'opinion publique. Nous n'en disconvenons pas. Mais néanmoins vous sentez bien que dans la suite des discussions qui auront lieu à ce sujet, il conviendra que nos représentants à la Chambre tiennent le plus grand compte du double devoir qui s'impose à eux, je veux dire servir sur cette question à fond l'intérêt ouvrier, et cependant éviter toute démarche qui pourrait être considérée comme entachée de collaboration pour arriver à un résultat tangible et précis.

Voici quelques réflexions que nous nous permettons de soumettre à l'Exécutif en ce qui concerne ces actions partielles et pour vous faire voir dans quel esprit le Parti Communiste français les envisage. Il entend en tirer tout le parti possible au point de vue de l'agitation, au point de vue de la pénétration des grandes masses ouvrières, mais il est d'autre part très préoccupé de donner toujours le premier plan dans son action et dans sa propagande à l'effort en vue de la prise du pouvoir et de la Révolution totale.

Ces quelques réserves faites, le Parti Communiste français est absolument résolu à poursuivre la tactique fixée par le 3^{me} Congrès en ce qui concerne l'appel aux masses et si l'on nous dit que c'est accepter le front unique que de mener avec le plus d'ardeur possible la campagne pour la défense de la journée de huit heures, la campagne contre l'impôt sur les salaires, nous admettrons qu'on dise qu'inconsciemment, le Parti Communiste français a accepté le front unique un peu comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir.

Malheureusement, comme je vous le disais au commencement, le problème se pose sous deux formes bien distinctes : tantôt il s'agit de ces appels directs aux masses, auxquels nous sommes disposés à nous livrer de la façon la plus suivie et la plus systématique, tantôt il s'agit, au contraire, en haut, dans les états-majors, de constituer des accords temporaires et partiels avec les chefs social-démocrates et syndicalistes-réformistes.

Camarades, je me permettrai de rapprocher deux citations de notre camarade Zinoviev, qui me paraissent à cet égard tout à fait significatives. J'ai trouvé sous sa plume dans l'*Internationale Communiste*, les lignes suivantes :

« Dans les discussions qui surgissent en différents pays sur l'unité de front, on a souvent en vue exclusivement l'unité de front avec les partisans de la 2^{me} Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam. Nous estimons que l'on doit comprendre plus largement l'unité de front. Ce qu'il faut, surtout dans les pays latins, ce sont des accords pour la lutte contre le capitalisme avec les anarchistes, les syndicalistes et les ouvriers sans parti, avec ces derniers surtout. »

Eh bien ! ce front unique, nous l'acceptons de la façon la plus absolue, et nous l'avons déjà mis en pratique. Ce front unique, nous l'appelons en France le bloc révolutionnaire. Nous nous sommes efforcés, chaque fois que l'occasion favorable s'est présentée, de réaliser ce bloc révolutionnaire avec les anarchistes, avec les syndicalistes-révolutionnaires et, dans la mesure où ils veulent bien se laisser toucher par nos appels, avec les ouvriers sans parti. Et, bien qu'il ne soit pas toujours facile de collaborer avec nos camarades anarchistes en France, nous sommes disposés à multiplier les efforts, chaque fois qu'une occasion se présentera, pour unir toute la force révolutionnaire pour l'action.

Nous avons constitué par exemple, lorsque le danger de guerre paraissait assez grave, lorsque

la question de l'occupation de la Ruhr, était à l'ordre du jour, des comités d'action avec les syndicalistes-révolutionnaires et avec les anarchistes, et nous avons, vous vous en souvenez, pu organiser à cette époque une agitation populaire assez importante et qui, certainement, n'a pas manqué d'avoir quelque influence sur les décisions gouvernementales.

Nous avons recommencé, avec moins de bonheur, il est vrai, lorsque s'est posée la question de la campagne en faveur de nos camarades Sacco et Vanzetti. Là aussi, nous avons fait appel aux syndicalistes-révolutionnaires et aux anarchistes. Par conséquent, nous acceptons parfaitement cette formule de l'accord.

Mais, d'autre part, j'ai lu également, sous la plume de notre camarade Zinoviev, les lignes suivantes :

« En France, le Parti de Jean Longuet n'est qu'une infime minorité. Mais lorsqu'il s'agit d'organiser une manifestation contre la guerre ou contre Washington, nous serons toujours prêts à proposer à ces messieurs une action commune ».

Nous disons que cela c'est une formule du front unique tout à fait opposée à la première dont je viens de vous donner lecture. C'est une réalisation politique tout autre. En France, et je crois dans tous les pays du monde, c'est tout différent. C'est une chose de s'allier avec les anarchistes et avec les syndicalistes-révolutionnaires, évidemment, pour un but d'agitation très énergique, et c'est une autre chose que de rechercher un accord avec des hommes comme les socialistes dissidents, et autant nous acceptons de plein cœur la première formule, autant nous sommes obligés de faire la plus grande opposition en ce qui concerne la seconde.

Nous acceptons donc encore une fois l'appel aux masses pour des actions déterminées, pour des buts concrets. Nous acceptons, dans toute la mesure du possible, l'entente la plus directe et, si possible, la plus intime, avec tous les éléments révolutionnaires ; mais nous ne pouvons accenter l'accord avec les chefs décriés et discrédités du socialisme réformiste et du syndicalisme majoritaire.

Voilà quelle est la position du Parti français sur cette grave question.

Le Front unique et le Parti français

Voulez-vous me permettre de l'examiner maintenant en ce qui concerne les réalités pratiques, d'abord au point de vue national ?

Hier, le Parti Communiste français a été très amicalement, mais un peu vivement, mis sur la sellette. Ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Je me demande même si nous ne sommes pas en train d'assister à la constitution d'une tradition spéciale pour l'Internationale (*Rires*) et je me permets de douter, soit dit en passant, qu'une tradition de ce genre soit excellente à la fois pour l'Internationale Communiste et pour le Parti français.

Zinoviev. — Cela dépend de vous.

Daniel Renoult. — Ouh, mais ici, comme pour le mariage dont vous parliez hier, il faut une bonne volonté mutuelle.

Camarades, je n'ai pas ici, parlant au nom de notre délégation, à prendre la responsabilité générale, au nom du Parti, de telle ou telle déclaration, de tel ou tel écrit de certains camarades ; mais il y a une déclaration, cependant, que j'ai le devoir absolu de faire tout de suite.

Notre camarade Zinoviev a reconnu la justesse

de certains arguments de Frossard : il en a critiqué d'autres. Certes, le secrétaire du Parti Communiste français n'a aucune prétention à l'infaillibilité, mais j'ai conscience de remplir ici un devoir très important en affirmant de la façon la plus ferme, notre solidarité pleine et entière avec lui. Le camarade Frossard, parlant du front unique n'a nullement exposé des vues dont on pourrait dire qu'elles lui sont personnelles. Il a, au contraire, parfaitement exprimé l'opinion du Parti. Encore une fois, nous affirmons, du haut de cette tribune, de la façon la plus catégorique, notre entière solidarité avec lui. Il a dit, camarades, que le problème du front unique, soulevé tout à coup, avait provoqué une émotion considérable dans le Parti Communiste français. Il a émis des craintes sur les conséquences de l'émotion produite. Il a dit qu'une crise de recrutement pouvait en résulter, que nos sections — c'est l'expression que notre camarade Zinoviev a reproduite — risquaient de se vider. Hélas ! la crainte de notre camarade Frossard a été confirmée sur ce point et confirmée dans le mauvais sens par les différentes nouvelles qui nous sont parvenues depuis.

C'est un fait que cette question du front unique a causé dans notre Parti la plus vive émotion. C'est un fait qu'un arrêt dans le recrutement s'est immédiatement produit, c'est un fait, par exemple, que dans la Fédération de la Seine, dans la Fédération du Nord, dans la Fédération de Seine-et-Oise, dans les plus importantes du Parti, le trouble est considérable. Dans de nombreuses sections de la Fédération de la Seine, on assiste à un phénomène particulièrement affligeant. On voit des camarades, abusés certainement, et dont nous déplorons l'erreur de toutes nos forces, mais qui sont sincères, faire la grève de la prise de la carte annuelle et déclarer qu'ils ne prendront leur carte pour 1922 que lorsqu'ils auront reçu, au sujet de la théorie du front unique, les apaisements nécessaires. Encore une fois, on peut regretter de la façon la plus vive un tel état d'esprit. Mais nous avons tout de même le devoir de le constater ici.

Notre camarade Zinoviev a dit hier qu'il fallait distinguer en ce qui concerne les objections qui ont été faites dans le Parti français. Il a dit : « Il y a une opposition saine qui vient du révolutionnarisme instinctif de la masse ouvrière française, et puis une opposition malsaine qui est inspirée par le désir obscur de combattre sournoisement l'Internationale Communiste elle-même ».

Eh bien ! camarades, les faits que je viens de vous signaler ici montrent, comme l'a très bien senti notre camarade Zinoviev, qu'en effet, il y a eu, dans les couches les plus révolutionnaires du Parti Communiste français, une émotion considérable, et que, par conséquent, il convient, pour notre Parti aussi bien que pour l'Internationale Communiste, de prendre les précautions nécessaires pour apporter aux camarades qui se sont émus ainsi tous les apaisements désirables.

Camarades, la situation de la France en ce qui concerne l'application du front unique, et je parle ici, bien entendu, simplement de l'accord avec les chefs dissidents et syndicalistes réformistes, la situation de la France est évidemment particulière. En France, le Parti Communiste, indiscutablement, groupe les plus gros bataillons de la classe ouvrière. Le Parti dissident n'a aucune puissance d'action sur les masses : on peut le comparer, pour ainsi dire, au groupe Lévi en Allemagne, on peut dire de lui qu'il est un parti de députés. Son action sur les masses, encore une fois, est nulle, et

dans ces conditions, lorsque nous avons le désir de créer une agitation sur une base quelconque, il est complètement inutile que nous nous adressions à lui : il ne peut nous apporter absolument aucune force. Si nous voulons engager une campagne d'agitation pour une revendication immédiate de la classe ouvrière, nous n'avons nullement besoin de faire appel aux députés dissidents, qui n'ont pas de troupes derrière eux. A quoi cela servirait-il ? Cela servirait tout simplement à leur permettre de se présenter devant le public parisien, devant les auditoires de nos grandes villes, qui, depuis longtemps ne veulent plus les entendre et les ont chassés.

Le front unique sous cette forme, en France, est à peu près inintelligible et complètement irréalisable. Notre Parti n'a aucunement besoin, encore une fois, de faire appel à des hommes qui ne pourraient apporter aucune espèce de force, aucun contingent. Si nous voulons développer une campagne d'agitation, ce n'est pas avec les dissidents que nous devons nous entendre, ce n'est pas à eux que nous devons faire appel : c'est aux masses ouvrières organisées dans la Confédération Générale Révolutionnaire. C'est là et là seulement que nous pouvons trouver un appui intéressant.

Notre camarade Zinoviev a reconnu hier que l'un des arguments de Frossard avait une valeur particulière. Frossard a dit : « Notre Parti est jeune encore au point de vue de l'éducation purement communiste ; il n'a pas acquis toute la force nécessaire ; il n'est pas assez sûr de lui-même pour se lancer dans des manœuvres stratégiques au cours desquelles il risquerait de s'égarer ».

Il est certain, comme l'a reconnu notre camarade Zinoviev, qu'il y a beaucoup de justesse dans l'observation de notre camarade Frossard. Le Parti Communiste, constitué à Tours, s'est surtout livré, au cours de l'année dernière, à une besogne de propagande et d'organisation interne. Il fallait faire un gros effort pour conserver à nous les gros bataillons du Parti. Il fallait, par conséquent, multiplier dans tout le pays les réunions. Il fallait, d'autre part, donner au Parti sa constitution communiste. C'est à cela que nous nous sommes voués au cours de l'année 1921. Mais il n'est pas douteux que dans ce Parti, qui a perdu tous ses vieux cadres, qui est un parti jeune, un parti composé pour une forte proportion de camarades qui sont venus aux idées révolutionnaires après la guerre, la connaissance théorique du communisme est encore insuffisante. Un gros effort d'éducation, un gros effort théorique est à faire à l'intérieur de nos sections et de nos fédérations...

Cachin. — Il est bien commencé.

Renoult. — Il est bien commencé, Cachin, je le dis comme toi, mais il n'est pas douteux que nous avons encore beaucoup à faire pour développer nos forces dans ce sens, et c'est cela que notre camarade Frossard a voulu dire. Il est certain que si nous nous lançons dans des manœuvres stratégiques assez difficiles et assez compliquées sur tous les terrains, dans toutes nos fédérations, avec des hommes qui ne sont pas toujours suffisamment expérimentés au point de vue du communisme, il est certain, dis-je, que nous pourrions nous exposer à de véritables dangers.

Le Parti Communiste et le Syndicalisme français

Camarades, la situation est encore plus grave en ce qui concerne l'action syndicale. Vous savez dans quel état se trouve la classe ouvrière française au point de vue syndical. Par la volonté des

chefs majoritaires de la C. G. T., par la volonté de Jouhaux et consorts, des exclusions ont été prononcées contre des organisations ouvrières pour délit d'opinion. Les syndicats qui avaient manifesté leurs sympathies pour l'Internationale Syndicale Rouge et, d'une manière générale, leurs sentiments hostiles à la majorité, ont été exclus ou menacés d'exclusion.

C'est alors, c'est alors seulement que les syndicalistes-révolutionnaires ont senti qu'il leur était absolument impossible de laisser Jouhaux et ses amis rejeter ainsi progressivement et petit à petit de l'organisme fédéral les syndicats révolutionnaires, et c'est pourquoi, faisant appel à tous les syndicats de France, ils ont convoqué un grand congrès qu'ils ont appelé Congrès Unitaire. C'est de ce congrès qu'est sortie la nouvelle C. G. T., qui s'appelle unitaire elle-même. Et, camarades, permettez-moi d'insister sur les résultats tout à fait réconfortants qui ont été obtenus par la nouvelle C. G. T. révolutionnaire. L'année dernière, il y avait avant la scission, dans la C. G. T. totale, environ 500.000 adhérents : aux dernières nouvelles, la C. G. T. Unitaire groupe plus de 300.000 travailleurs. C'est vous dire, camarades, que les résultats obtenus sur ce point sont véritablement prodigieux et tels que les plus optimistes d'entre nous n'auraient pas osé en espérer d'aussi favorables.

Si le mouvement de recrutement actuel de la C. G. T. Unitaire se poursuit — et tout nous porte qu'il en sera ainsi — dans quelques mois, il y aura une situation identique sur le terrain syndical et sur le terrain politique, et la C. G. T. de Jouhaux sera le digne pendant du Parti socialiste de Renaudel, c'est-à-dire un état-major sans troupes. Nous nous trouverons en présence, donc, de cette situation : d'une part, un Parti Communiste en plein développement, ardent et fort, groupant incontestablement sur le terrain politique les grandes masses des travailleurs révolutionnaires et, de l'autre côté, une C. G. T. constituant également l'immense majorité des travailleurs organisés économiquement. Eh bien ! comme je vous l'ai déjà dit, nous considérons, nous communistes français, que le front unique dans notre pays doit se constituer, dans la pleine liberté des deux organisations, entre la C. G. T. Unitaire et le Parti Communiste. C'est là qu'est la force révolutionnaire dans notre pays. Et c'est à rapprocher le plus possible ces deux organismes d'action que doivent tendre tous nos efforts.

Or, nous devons constater que les syndicalistes-révolutionnaires français, les dirigeants de la C. G. T. Unitaire ont adopté une tactique, une opinion absolument semblables à la tactique et à l'opinion du Parti Communiste. Pour l'appel à tous les travailleurs considérés en tant qu'exploités, quelle que soit leur opinion, quels que soient leurs antécédents politiques, les syndicalistes-révolutionnaires français, comme les communistes français, sont disposés à multiplier tous les efforts. Comme nous, ils sont opposés à des accords avec les chefs réformistes. Notre camarade Zinoviev nous a dit hier : « Mais la C. G. T. Unitaire est bien pour l'unité de front, puisqu'elle s'appelle la C. G. T. Unitaire ». Camarades, permettez-moi de vous dire que ce serait jouer un peu sur les mots que d'attacher une trop grande importance à la valeur de l'épithète unitaire dans le titre même de la nouvelle C. G. T. révolutionnaire.

Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, la C. G. T. révolutionnaire est née de la protestation ouvrière contre la volonté scissionniste des majoritaires confédéraux. Il était d'une tactique élémentaire pour nos camarades syndicalistes-révolutionnaires

de souligner que la responsabilité de la scission incombeait à Jouhaux et consorts et, par conséquent, de multiplier les démarches susceptibles de faire apparaître cette responsabilité aux yeux de la classe ouvrière tout entière. C'est ce que nos camarades syndicalistes-révolutionnaires n'ont pas manqué de faire. En même temps qu'ils faisaient appel sur le terrain syndical à tous les travailleurs conscients de leur devoir et désireux de mener la lutte de classe, ils ne cessaient pas de dire qu'ils ne voulaient plus avoir aucun rapport de collaboration avec les dirigeants de la C. G. T. scissionniste, avec les dirigeants de la rue Lafayette, comme ils les appellent. Et, camarades, pour fixer vos idées sur ce point, pour vous montrer que nous ne traduisons pas d'une façon fautive les véritables pensées des syndicalistes-révolutionnaires français, je me permettrai de vous donner lecture de ces lignes écrites par notre camarade Monmousseau, dans la *Vie Ouvrière*, par notre camarade Monmousseau, dont vous savez quel rôle important il joue dans le milieu syndicaliste révolutionnaire français. Monmousseau dit :

Il nous suffira d'examiner cette formule du front unique de notre point de vue syndical. Nous chercherons à savoir si nos méthodes d'organisation et d'action et si nos objectifs de combat nous mettent en contradiction avec l'esprit révolutionnaire qui doit animer l'Internationale ou si cette formule est une révélation qui doit nous entraîner, par les vertus qu'elle porte en elle, à bouleverser nos plans et nos méthodes.

Nous laisserons au parti le soin de solutionner cette question en ce qui le concerne. Ses militants sont seuls juges pour déterminer un rapprochement possible entre l'internationalisme véritable et celui de A. Thomas, Renaudel, Longuet ou Vandervelde et Branting ; ils examineront en toute liberté si, pour le bénéfice de la Révolution, un mariage est souhaitable entre les justinistes de la défense nationale et les internationalistes conséquents.

Nous, nous ne marcherons pas !

Et plus loin, Monmousseau dit encore :

Front unique avec les chefs d'Amsterdam et de la rue Lafayette ? Front unique avec les scissionnistes ? Qui peut opposer sérieusement cette question ?

En France, nous avons tout tenté pour éviter la scission dans le syndicalisme et nous tenterons tout encore pour refaire l'unité.

L'unité syndicale, pour nous, c'est le front unique.

L'unité syndicale, évidemment, c'est l'unité syndicale sans et contre les chefs réformistes qui ont imposé la scission.

Voilà quel est l'état d'esprit des syndicalistes-révolutionnaires français.

Des modalités spéciales pour la France

Je vous répète encore une fois qu'il est le même en réalité que celui de nos camarades communistes, et alors, je me permets, revenant aux déclarations qui ont été faites hier par notre camarade Zinoviev, de demander certaines précisions. Notre camarade Zinoviev a dit qu'il était parfaitement convaincu de la nécessité de tenir compte de la situation particulière de la France en ce qui concerne l'application du front unique. Il a ajouté, d'autre part, qu'il reconnaissait qu'une émotion sincère dans les parties les plus saines du Parti Communiste français s'était manifestée et que pour calmer cette émotion, l'Exécutif, certainement, voudrait apporter les apaisements indispensables.

Eh bien ! il faut que nous sachions, sur ce point, quelles sont les intentions de nos camarades. Il faut qu'on nous dise comment et dans quelle mesure on va, en ce qui concerne la situation du

Parti Communiste français, trouver, préciser des modalités d'application qui seraient acceptables pour tous. Je vous assure, camarades, avec la conviction la plus forte, la plus sincère, je vous assure qu'il nous est absolument impossible, en France, de songer même à réaliser à l'heure qu'il est des accords partiels avec les chefs du Parti socialiste dissident et avec les chefs du syndicalisme majoritaire. Nous sommes obligés de prononcer sur ce point un *non possumus*, qui nous est imposé par les circonstances, par la vie elle-même, par la volonté de nos camarades de lutte dans le Parti Communiste et dans les syndicats. Nous demandons à l'Exécutif de tenir compte de cette situation. Notre camarade Zinoviev, hier, a indiqué qu'il était disposé à entrer dans ces vues. Nous lui demandons de réfléchir et de bien vouloir nous donner à cet égard les précisions utiles pour que nous puissions apercevoir si véritablement, en ce qui concerne notre pays, les apaisements nécessaires qui peuvent lui être fournis.

Le Front unique dans l'Internationale

Au moment où le Parti Français demande qu'il soit tenu un compte particulier de sa situation, des conditions spéciales de lutte dans lesquelles il se trouve, il a évidemment le devoir de se montrer réservé en ce qui concerne l'appréciation du problème au point de vue international. Le Parti Communiste Français n'a nullement la prétention de faire la loi et de dicter sa manière de voir à telle ou telle section ou à l'Internationale tout entière. Cependant, il n'abandonne pas, comme c'est son devoir, son droit d'appréciation et de critique. Et dans les décisions qui ont été votées tant par le Congrès de Marseille que par le Comité Directeur, après la déclaration relative à l'application en France de la thèse, il a été naturellement fait allusion à l'interprétation du problème au point de vue international.

Nous croyons que l'application du problème du front unique, en tant toujours qu'il comporte des rapprochements et des accords avec les chefs réformistes, comporte des dangers non seulement pour la France, mais, d'une manière générale, pour toutes les sections de l'Internationale et pour l'Internationale elle-même.

Certes, nous comprenons bien que dans des pays où les social-démocrates possèdent une majorité écrasante par rapport aux communistes, la situation est diamétralement opposée à celle qui existe en France. Nous considérons, par conséquent, que, dans ces pays-là, il est tout naturel que nos camarades communistes examinent le problème avec un tout autre état d'esprit. Mais il nous paraît cependant que certaines garanties doivent être prises, que certaines conditions doivent être accordées.

Nous ne pensons pas que nulle part il soit jamais nécessaire de faire appel directement aux chefs. Je me permettrai à cet égard de tirer un exemple du récent conflit allemand, de cette grève des cheminots appuyée par les travailleurs des services municipaux de Berlin et dont notre camarade Clara Zetkin nous a fait ici la relation.

Que s'est-il passé au cours de ce conflit ? Incontestablement, le Parti Communiste en sort grandi. Il est indiscutable que la tactique qu'il a suivie a été, d'une manière générale, excellente. Mais pourquoi ? Parce que, en toute clarté, en toute évidence, aux yeux des masses, il est apparu comme le Parti qui restait toujours fidèle à la cause ouvrière, qui la défendait sans aucune faiblesse, sans aucune réticence. Le Parti Commu-

niste a défendu les grévistes, tandis que les chefs syndicalistes réformistes ou les social-démocrates les trahissaient et que les indépendants, selon leur coutume, adoptaient une tactique d'expectative et d'indécision. Voilà ce qui a grandi le Parti Communiste allemand aux yeux des masses. Mais quant à l'appel direct aux chefs, quant à cette démarche postale, à cette lettre envoyée aux Centrales des autres partis et aux Centrales syndicales, eh bien ! je me permets de déclarer, pour mon compte, que je crois qu'elle n'a nullement contribué à éclairer la situation, et que si nos camarades communistes n'avaient pas fait cette démarche, leur situation n'en serait pas moins bonne aux yeux du prolétariat tout entier et aux yeux des travailleurs qui ont été intéressés dans cette grande lutte.

Nous pensons, camarades, qu'il en est toujours ainsi et que les appels aux chefs constitueront toujours des démarches inutiles ou dangereuses.

Voilà donc, d'une manière générale, ce que nous pensons au point de vue international. Sans nous permettre de vouloir encore une fois fixer la loi, il nous sera permis, en passant, de dire avec une franchise absolue que le Parti Communiste français ne voit pas sans une certaine inquiétude les conséquences électorales et parlementaires de certaines interprétations du front unique. On est inquiet dans le Parti Communiste français, nous le disons très nettement, de l'appui parlementaire qui est apporté, par exemple, en Saxe et en Thuringe aux amis de M. Scheidemann, qui, d'autre part, sont eux-mêmes les amis de Stinnes et de la bourgeoisie allemande la plus rétrograde. Nous sommes inquiets de voir que M. Branting, dernier rempart du roi de Suède, reçoit également pour sa majorité un appoint communiste. Nous comprenons bien les conditions particulières qui ont imposé à d'excellents camarades communistes une tactique de ce genre ; mais, encore une fois, nous considérons que ces tactiques ne vont pas sans de réels dangers.

J'ajouterai aussi, au point de vue international, que le Parti Communiste français a été grandement ému en apprenant les conditions véritablement injurieuses qui sont faites par les chefs du Labour Party à nos camarades communistes anglais, et nous croyons que, véritablement, des conditions de ce genre, qui ne tendent à rien moins qu'à supprimer la raison d'être même du Parti Communiste, sont inacceptables, même en considérant que, comme on l'a dit, la situation anglaise est absolument particulière et qu'une pareille situation ne saurait se poser dans l'Europe ou dans le monde pour aucun autre Parti Communiste. Ainsi, il nous apparaît que la question du front unique est particulièrement grave, particulièrement grosse de conséquences. On a bien voulu dire, au cours des débats, que le Parti Communiste français ne l'avait peut-être pas bien comprise, qu'il ne l'avait peut-être pas suffisamment étudiée. Nous convenons qu'en effet, il est assez difficile, au cours d'examen rapides, de venir à bout d'un problème aussi considérable. Nous considérons, d'autre part, que, pour une question d'une importance aussi grave, il semble que la décision souveraine de l'instance suprême de l'Internationale, c'est-à-dire le Congrès mondial, devrait intervenir. C'est pourquoi le Parti Communiste français propose que le problème soit renvoyé pour décision définitive au 4^e Congrès mondial, qui tranchera souverainement. D'ici là, le problème pourra être étudié dans toutes les sections nationales. Des examens nouveaux pourront être faits, et d'ici quelques mois, c'est en pleine

connaissance de cause que l'Internationale Communiste prendra sa décision.

La Conférence internationale

Camarades, il me reste à parler, en terminant, du projet de Conférence internationale qui a été déjà formulé et au sujet duquel notre camarade Radek, hier, vous a apporté certaines informations. Nous considérons que ce projet a la plus grande gravité. En effet, il engage de la façon la plus profonde toutes les sections de l'Internationale. Vous avez entendu, au cours des explications que je vous ai apportées, les réserves que nous formons, en France, en ce qui concerne les rapports avec les chefs des partis social-démocrates ou syndicalistes réformistes. Il n'est pas douteux que si la conférence en question est tenue, si, par conséquent, une grande et solennelle réunion a lieu entre les représentants de la 3^e Internationale et le haut personnel des Internationales ennemies, il n'est pas douteux, dis-je, qu'après cela la question pourra être considérée comme absolument jugée, comme définitivement classée. L'exemple sera venu de haut, et il est certain que, venant de si haut, il s'imposera tout le long de l'échelle. Par conséquent, par la force des choses, ce sera l'obligation de nouer des accords pour des buts divers entre les représentants des Partis Communistes et les représentants des social-démocrates ou des syndicalistes réformistes dans les différents pays. Nous ne pouvons donc pas nous méprendre sur la gravité d'une pareille démarche.

Reste à savoir maintenant si les résultats de cette démarche pourraient, par ailleurs, être favorables pour notre cause.

Nous considérons, dans le Parti français, que le prolétariat international ne pourra pas comprendre ce rapprochement des chefs de la 3^e Internationale et de la Révolution russe avec les hommes qui ont le plus combattu et le communisme et la République soviétique.

Nous considérons qu'il se produira dans les fractions les plus ardentes, les plus nettement révolutionnaires de tout le prolétariat, en présence d'un pareil événement, une véritable stupeur et un grand mécontentement. En particulier, nous sommes assurés de traduire l'état d'esprit de notre prolétariat révolutionnaire en disant qu'il est nettement hostile à la réalisation de ce projet de Conférence Internationale avec les hommes de Vienne ou avec les hommes d'Amsterdam et les représentants de la social-démocratie.

Et, maintenant, que fera cette conférence ? On nous a dit hier — notre camarade Radek — qu'il serait sans doute nécessaire de réunir une conférence préparatoire pour fixer le protocole et l'ordre du jour de la conférence elle-même. Malgré les assurances de notre camarade Radek, nous ne sommes pas sûrs que, malgré tout, les choses pourront être réglées aisément. Nous ne sommes pas sûrs que, malgré tout, la polémique ne surgira pas. Nous savons quels sont les mauvais desseins des hommes de la 2^e Internationale et de l'Internationale 2 1/2 contre la République des Soviets, et jusqu'à preuve du contraire, nous pensons qu'ils essaieront de profiter de l'occasion qui leur sera ainsi offerte, et s'il en est ainsi, si la polémique surgit, si les discussions s'allument entre les représentants des trois Internationales qui seront en présence à cette conférence, nous aurons élevé au-dessus du monde entier, pour faire retentir les calomnies du menchevisme international, une tribune. Nous ne pensons pas, assurément, que les représentants de la 3^e Internationale qui seront présents à la conférence manqueront de

répondre. Nous sommes convaincus qu'ils sauront répondre avec toute l'énergie et toute la force nécessaires ; mais nous nous demandons si une telle discussion constituera un prologue utile, un prologue véritablement bienfaisant pour la Conférence de Gênes et s'il n'en est pas ainsi, si, en effet, on arrive à établir un protocole et à le faire respecter au sein de la conférence elle-même, ne vous apparaît-il pas que, de ce fait même, il résultera une sorte d'accord assez profond, une sorte de trêve que, certainement, il n'est pas dans les intentions de nos camarades d'établir. Nous n'en doutons pas un seul instant, mais nous pensons cependant que, devant un tel spectacle, il y aura beaucoup de malaise dans les masses communistes et que notre action communiste ne sera pas facilitée dans les différents pays du fait d'un pareil événement.

D'autre part, quels peuvent être les résultats pratiques ? On déciderait d'organiser une action internationale ; mais, nous le déclarons tout de suite, il ne nous paraît pas que des hommes qui, partout dans les différents pays, sont au pouvoir ou tout près du pouvoir pour soutenir les intérêts de la bourgeoisie, puissent apporter la moindre collaboration en ce qui concerne une action susceptible de servir la cause ouvrière ou de lutter contre les menées impérialistes.

Nous nous rappelons ce qui s'est produit au 21 juillet 1919, lorsqu'on a essayé d'organiser une grève générale internationale en faveur de la Russie des Soviets. Eh bien ! précisément, parce que les traites étaient pour une part dans la direction même du mouvement, ce mouvement a échoué dans les conditions que vous savez.

A cette époque, nous n'avions pas la certitude que nous possédons maintenant. Nous pouvions, certains d'entre nous tout au moins pouvaient encore douter, pouvaient croire de bonne foi que, quand il s'agissait d'un intérêt général ouvrier, les réformistes étaient capables d'une action loyale. Aujourd'hui, aucun doute n'est plus permis. Il est indiscutable que toute action qui serait commencée avec une collaboration quelconque des éléments social-patriotes et des chefs du syndicalisme réformiste serait trahie. Nous nous demandons s'il est possible d'engager le prolétariat révolutionnaire dans la lutte dans des conditions pareilles. Et alors, nous disons que, naturellement, il faut retenir l'idée de manifestation internationale. Il est absolument indispensable que le prolétariat, à l'occasion de ces assises de la bourgeoisie à Gênes, fasse un effort pour montrer sa puissance. Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point. Il faut faire quelque chose, il faut agir, il faut organiser des démonstrations : elles seront d'autant plus énergiques, d'autant plus puissantes que, dans les pays intéressés, la classe ouvrière sera mieux organisée. Dans certains pays, ce pourrait être une grève d'une journée, par exemple. Dans d'autres nations, la classe ouvrière, capable d'un moindre effort, sera peut-être obligée de se borner à de grandes réunions, à de vastes meetings. On fera tout le possible, on ira jusqu'à l'extrémité du possible pour réaliser cette grande manifestation de solidarité ouvrière et d'action contre l'impérialisme. Nous donnons pleinement les mains à un pareil projet. Mais il ne nous apparaît pas qu'il soit nécessaire de s'aboucher avec les chefs. Il nous semble qu'il suffit que l'Internationale Communiste lance le mot d'ordre : que, d'autre part, dans chaque pays, le Parti Communiste reprenne le même appel, qu'il s'efforce de concentrer ses forces avec celles des organisations révolutionnaires qui sont à côté de lui. Et nous pen-

sons que, dans ces conditions, à travers le monde entier, à l'occasion de la Conférence capitaliste qui sera tenue à Gênes, il est possible de faire une grande démonstration internationale et révolutionnaire.

En particulier, en ce qui concerne la France, nous sommes assurés qu'il serait possible d'apporter notre part à un mouvement de ce genre. Nous sommes assurés que les camarades comprendraient la nécessité d'agir. On sait parfaitement, dans les masses ouvrières françaises, que la principale force de la réaction mondiale, à l'heure qu'il est, c'est la France, que le militarisme français est le plus violent, le plus injurieux, le plus malfaisant ; on sait parfaitement, dans les masses ouvrières françaises, que c'est la réaction du Bloc National qui s'oppose à la reconnaissance de la Russie des Soviets, et, par conséquent, notre prolétariat, nous en avons l'espérance — je dis cela naturellement sans prendre aucun engagement précis — comprendra qu'il a un devoir spécial à remplir dans ces circonstances et qu'il doit montrer avec une fermeté particulière sa solidarité révolutionnaire. Nous pensons donc qu'il serait possible de faire quelque chose d'énergique en France et dans les autres pays à l'occasion de la Conférence de Gênes. Mais pour arriver à ces résultats, il faut tenir compte de la situation que je vous ai exposée tout à l'heure.

Je n'ai pas qualité pour prendre ici aucune espèce d'engagement ; je suis convaincu que tous les éléments révolutionnaires comprendraient parfaitement leur devoir vis-à-vis du prolétariat international en une pareille circonstance. Mais je suis, d'autre part, absolument sûr que si l'on s'en tient au projet de Conférence Internationale avec les états-majors des Internationales ennemies, la C. G. T. Unitaire refusera de la manière la plus formelle d'y participer, et alors nous nous permettons de vous poser une question : « Devons-nous, en tant que Français, aller à cette Conférence Internationale avec les seuls représentants de la C. G. T. réformiste de Jouhaux, à supposer qu'ils veuillent y aller, avec des hommes comme Merheim, tandis que nos camarades syndicalistes-révolutionnaires, nos alliés naturels, seront absents ? »

Voilà dans quelles conditions se pose, à nos yeux, ce problème de la démonstration internationale à faire à l'occasion des grandes assises du capitalisme mondial qui se préparent. Vous le voyez : sur ce point particulier, comme pour l'ensemble de la question du front unique, nous n'apportons aucunement une attitude de négation et d'opposition, nous nous efforçons, au contraire, de prendre parmi les suggestions de l'Exécutif, tout ce qui nous paraît acceptable, tout ce qui nous paraît réalisable, et nous croyons, en agissant ainsi, en disant très nettement, très fraternellement notre manière de voir, que nous servons, pour notre part, les intérêts du communisme dans l'Internationale et dans notre Parti mieux qu'en nous bornant à une acceptation hâtive et irréfléchie de thèses qu'ensuite nous ne pourrions pas appliquer.

Je me permets de vous dire, en terminant, que, assurément, nous pourrions agir d'une façon différente ; nous pourrions prendre des engagements, nous pourrions déclarer que, rentrés en France, nous allons nous mettre en devoir d'appliquer d'une manière absolue et sans aucune restriction les thèses qui nous sont proposées. Et puis, lorsqu'il s'agirait de traduire les paroles en actes et en faits, on ne pourrait pas y parvenir. Eh bien ! nous préférons avoir une autre attitude.

Au 3^e Congrès — et en disant cela, je n'incrimine personne — sur la question syndicale, cer-

tains engagements ont été pris, des camarades de très bonne foi ont cru pouvoir se porter forts pour certaines actions à venir, faire certaines promesses : ils n'ont pas pu les tenir et le résultat au point de vue syndical est que la situation est moins bonne que celle qui existait à cette époque. Eh bien ! c'est éclairé par des expériences de ce genre et conscient de sa responsabilité que le Parti Communiste français demande à l'Exécutif tout entier de bien vouloir tenir compte des ob-

jections apportées ici, qui ne sont pas des critiques inspirées par un esprit de négation et d'opposition, mais qui sont simplement inspirées par la connaissance des faits, par la certitude qu'il existe des conditions particulières. Nous demandons qu'il soit tenu compte de ces conditions particulières et nous avons l'espérance que si on veut bien apporter, d'autre part, le même esprit, il sera possible d'arriver à une entente très large sur toutes les questions que nous avons à traiter.

Nouvelle intervention de Daniel Renoult

A la séance du matin du 28 février, Daniel Renoult, intervenant à nouveau, prononça le discours suivant :

Daniel Renoult. — Camarades, après un débat aussi ample que celui auquel vous avez assisté et où tant d'arguments ont été apportés de part et d'autre, j'aurais mauvaise grâce à prononcer à l'heure où nous sommes arrivés, un long discours. D'ailleurs, notre camarade Terracini, qui est venu défendre la motion que les délégations française, italienne et espagnole ont déposée, a examiné une fois de plus le problème sous toutes ses faces. Et je crois pouvoir lui dire, alors qu'il regrettait de n'avoir pas été compris dans ses premières explications, que si cette fois-ci encore, il ne l'eût fait pas, c'est qu'on y mettrait de la mauvaise volonté, car il a exposé son point de vue avec une clarté parfaite.

Au cours du débat auquel vous avez assisté, les camarades qui défendaient la thèse de l'Exécutif ont apporté des arguments très nombreux, très intéressants, mais nous ne pouvons pas dire qu'ils soient parvenus à nous convaincre. Et la raison en est bien simple : leurs arguments auraient été irréfutables s'ils avaient été adressés aux adversaires de l'appel aux masses, de l'utilisation des revendications immédiates de la classe ouvrière pour la propagande et l'agitation révolutionnaire.

On nous a déclaré qu'à l'heure actuelle, nous ne sommes plus dans la période révolutionnaire ascendante, qu'une offensive générale se produit contre la classe ouvrière, menée dans tous les pays par les patronats et par l'Etat capitaliste. On a ajouté que partout, dans son mouvement instinctif, la classe ouvrière réagissait contre cette offensive, qu'elle était portée à rechercher la concentration de ses forces pour se défendre contre les agressions dont elle est la victime.

Nous ne mettons en doute aucune de ces affirmations. Nous sommes tous ici, comme le camarade Terracini l'a rappelé, des votants des thèses du 3^{me} Congrès de l'Internationale Communiste. Nous admettons, par conséquent, la nécessité absolue, la nécessité impérieuse, de la tactique de l'appel aux masses, seulement, à l'interprétation de cette tactique faite dans les thèses du mois de décembre et en ce qui concerne les conditions d'application et de modalités, nous apportons un certain nombre d'objections et de réserves. Voilà quelle est, en réalité, notre position.

Nos camarades italiens et nous, à part quelques divergences de détail, sommes parfaitement d'accord sur le fond de la tactique qui a été proposée. Nous disons : Oui, il faut faire l'appel aux masses pour les buts concrets, mais il faut se garder de mettre à l'arrière plan notre but d'action révolutionnaire totale.

Hier, dans sa formule très bien frappée, trop

bien frappée peut être, le camarade Lounatcharski nous a dit : « Il faut déclencher dans le monde un mouvement ouvrier général minimaliste ». Nous en sommes partisans. Mais il faut prendre toutes les garanties et toutes les précautions pour que le programme minimum du parti ne fasse pas tort à son programme maximum révolutionnaire. Nous savons très bien que cela n'entre pas dans les intentions des camarades qui ont rédigé les thèses de l'Exécutif. Nous n'avons à cet égard rien à craindre, mais quelques interprétations exagérées et dangereuses peuvent être données à ces thèses. Par exemple, quand nous entendons, comme hier, et ce n'est pas la première fois qu'il se sert de cette formule, le camarade Treint déclarer que la réforme est l'équivalent pratique de la révolution, nous sommes obligés de dire qu'il ne nous apparaît pas que de pareilles formules peuvent être acceptées par des communistes. Au contraire, il nous apparaît que sous ces formules, les pires déviations peuvent se cacher.

Nous demandons, par conséquent, que des garanties soient données en ce qui concerne l'application, la mise en pratique de l'appel aux masses, tout en restant absolument d'accord avec l'Exécutif sur le fond et la nécessité de développer cette tactique.

Nous disons d'autre part que la tactique de l'appel aux masses doit se faire directement sur le terrain de la lutte et de l'action ouvrière, mais qu'il n'est nullement nécessaire pour cela d'avoir recours à des accords compromettants avec les chefs des partis ennemis. Nous sommes solidaires sur ce point de nos camarades italiens et nous considérons qu'en s'engageant dans cette direction, la 3^{me} Internationale Communiste risquerait de perdre ce qui fit sa meilleure force et son prestige. Au moment où il faut conquérir les masses, elle diminuerait son propre crédit auprès de ces masses elles-mêmes.

Camarades, c'est l'Italie, la France, l'Espagne, qui vous disent cela : il faut tenir compte de ce fait, il faut que vous compreniez que nous traduisons l'émotion profonde qui existe dans nos pays respectifs.

Par exemple, en ce qui concerne la France, on a tâché d'expliquer le mouvement d'inquiétude qui existe dans notre pays en citant des articles et des déclarations particulières de quelques journalistes ou polémistes. Non, camarades, il ne faut pas prendre l'effet pour la cause. Nous n'avons pas à prendre ici la responsabilité des déclarations particulières. Mais il faut dire que si les camarades communistes français sont dans l'inquiétude quant à l'application des thèses du mois de décembre, cette inquiétude sort des couches révolutionnaires dont a parlé le camarade Zinoviev.

A ce sujet, il me sera permis de dire que ces citations, ces textes que l'on apporte ici ne font, en réalité, que confirmer ce que nous disons. Le

camarade Losowski nous a apporté ici le texte d'un article du syndicaliste-révolutionnaire français Besnard.

Je n'ai pas à discuter les termes dont s'est servi le camarade en question, mais ce qu'il faut retenir, et je suis reconnaissant au camarade Losowski de nous avoir donné la citation, c'est qu'en même temps que Monnousseau, dont j'ai cité la déclaration relative au front unique, voilà un autre camarade qui compte dans le mouvement du syndicalisme révolutionnaire, qui occupe une place importante dans la C. G. T. unitaire, qui, lui aussi, se prononce contre le danger de la tactique qui nous est proposée. Voilà ce qu'il faut retenir, et non pas les détails de telle ou telle expression

Les troupes réformistes et les sans parti

Le camarade Trotsky, au cours de son intéressant exposé de la tactique du front unique, nous a fait le reproche de considérer les éléments de la C. G. T. réformiste de Jouhaux comme définitivement perdus pour le mouvement ouvrier. Je n'ai jamais dit ni pensé rien de pareil, je considère, tout au contraire, que nous devons développer nos efforts inlassablement pour arracher à la direction des réformistes au point de vue politique et économique les travailleurs qu'ils retiennent encore à l'heure actuelle.

Il y a un effort de volonté et de patience à poursuivre dans cette lutte, nous sommes parfaitement résolus à la mener d'une façon méthodique. De même, nous comprenons très bien, comme l'a dit le camarade Trotsky, qu'il convient de s'occuper d'une façon particulière des sans-parti de ceux qui ne sont pas encore organisés, qui ne sont pas instruits. Il est indiscutable que, malheureusement, dans un pays comme la France, les masses ouvrières qui ne sont ni au parti communiste, ni au parti de Longuet, ni à la C. G. T. unitaire, ni à la C.G.T. réformiste, constituent une immense majorité. Il faut les entraîner chez nous dans la plus large mesure.

Mais, nous considérons que, précisément, pour exercer cet effort, il faut que le parti communiste conserve son caractère bien net, son intransigeance et sa fermeté révolutionnaire. Cela est absolument indispensable. On peut démontrer par des faits précis que les ouvriers, encore inorganisés, arriérés, sentent confusément que c'est le Parti Communiste qui tient le véritable drapeau des intérêts prolétariens.

Je vais vous citer un exemple. Lorsqu'après la chute de Briand et son remplacement par Poincaré, une inquiétude générale s'est produite dans l'opinion en France et que l'*Humanité* a commencé la campagne d'agitation énergique contre Poincaré-la-Guerre, alors dès le lendemain, des milliers de nouveaux lecteurs sont venus à l'organe communiste et aucun n'est venu renforcer les mille lecteurs que le *Populaire* possède à Paris.

Voilà, camarades, ce qui démontre que le Parti Communiste est considéré par la classe ouvrière comme le vrai représentant de ses intérêts de classe. De même, pourrais-je dire en ce qui concerne la grève allemande, le Parti Communiste a exercé la même puissance d'attraction, parce que au milieu des trahisons des autres partis, il fut le seul qui vraiment, sans hésitation, défendit les intérêts des ouvriers.

Nous considérons donc que c'est dans ce sens, qu'il faut travailler à grouper les travailleurs. Tout cela, c'est l'appel aux masses.

Dans notre pays, nous avons déjà multiplié les efforts pour l'application scrupuleuse des thèses du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Nous sommes absolument résolus à le faire actuellement, mais nous ne voyons pas qu'il soit nécessaire pour cela d'entrer en rapports quelconques avec les dirigeants des partis adverses. A cette tactique, nous voyons seulement un inconvénient, un danger. Et c'est pourquoi nous avons le devoir de venir ici exposer ce point de vue et demander à l'Internationale de prendre les précautions nécessaires pour éviter le péril qui la menace.

Le camarade Terracini vous a lu la déclaration que nous avons déposée, il vous a dit, et moi je le dis aussi, que ce n'est pas dans un esprit de négation et d'opposition que nous avons pris l'attitude que vous connaissez au cours de ces débats. Encore à cette heure, nous sommes parfaitement disposés, si cela est possible, de rechercher les moyens d'accord définitif avec les camarades de l'Exécutif, mais nous disons nettement que la proposition qui vous a été distribuée hier, au nom de l'Exécutif, ne nous satisfait pas. Il est dit, dans cette déclaration, que les Partis Communistes devront hâter les démarches en vue de l'application des thèses du mois de décembre.

Valezky. — C'est une mauvaise traduction. Voici le texte exact. (*Valezky donne lecture du texte qui a été adopté par l'Exécutif.*)

Daniel Renoult. — Je remercie le camarade Valezky de sa rectification. Il n'en reste pas moins que nous considérons, même avec les modifications en question, que le texte proposé n'est pas de nature à nous satisfaire. Ce que nous voulons, oemem l'a dit d'une façon nette et claire le camarade Terracini, c'est l'assurance que, sur le terrain politique, nous ne serons pas obligés à nous entremettre, sous prétexte de front unique, avec les partis que nous avons le devoir de combattre, et de la façon la plus énergique. C'est là notre pensée profonde, et si on veut trouver un terrain d'entente, c'est dans cette direction qu'il faudrait chercher.

La discipline

Nous avons déjà dit que nous apportions dans cette discussion un parfait esprit de discipline. Nous avons le droit et le devoir de défendre notre point de vue, notre opinion, de la façon la plus catégorique ; mais nous sommes des soldats disciplinés de l'Internationale, et, par conséquent, quelles que soient les décisions que vous prendrez, nous nous y soumettrons, comme notre devoir communiste nous oblige à le faire.

C'est dans un pareil esprit que nous envisageons la question de la Conférence Internationale. Nous avons exposé depuis longtemps nos arguments. Ce que je tiens à vous dire, c'est que dans la conjoncture actuelle, étant donnée l'attitude même de l'Internationale d'Amsterdam, des social-démocrates d'Allemagne, il nous semble que l'Internationale Communiste aurait, en raison même de cette attitude, tous les motifs nécessaires pour se dégager et reprendre sa liberté d'action. C'est ce que nous nous permettons de souhaiter de la façon la plus vive, parce que nous avons la conviction que, de cette démarche de l'Internationale, il ne peut rien sortir de bon pour le communisme. Mais je dois ajouter, là surtout, que nous acceptons à l'avance les décisions qui seront prises et que, quelle que soit la décision, le Parti Communiste français ne fera pas un geste, ne dira pas une parole qui serait susceptible de nuire d'une manière quelconque à l'Internationale et à la République des Soviets.

Discours de Trotsky sur le Mouvement Ouvrier Français

(Prononcé au cours de la Séance du 2 Mars)

Trotsky. — Camarades, la commission nommée pour étudier la question française a travaillé pendant la semaine écoulée et elle a abouti à une résolution unanime. Le fait que cette résolution a été acceptée par tous les membres de la commission est un fait d'une importance politique, parce qu'il s'agissait non de questions générales envisagées comme telles, mais, avant tout, d'étudier la crise qui existe actuellement dans le Parti français et de trouver les moyens les mieux appropriés pour la résoudre.

Notre Parti, je parle de tout Parti Communiste, se développe dans une époque qui n'est pas très tranquille et qui n'est pas très monotone. La monotonie, c'est la dernière chose dont nous puissions nous plaindre dans l'époque présente.

La situation sociale s'aggrave : la situation, la constellation politique nationale et internationale changent brusquement. Le Parti est dans la nécessité de s'adapter aux exigences de ce mouvement, on pourrait dire spasmodique, du développement social et politique. Voilà d'où provient la crise dans le Parti Communiste, et voilà pourquoi elle a pris tout à fait inopinément une importance très grande, très aiguë.

Nous l'avons vue chez nous, dans notre Parti russe, quelquefois. Une commission de cette Conférence étudie maintenant la question russe, qui n'est pas, c'est ma conviction profonde, la crise du Parti russe, mais qui est la survivance d'une crise déjà dépassée. Nous avons étudié, au 3^e Congrès, la crise du Parti allemand, et cette Conférence-ci a trouvé devant elle la crise du Parti français.

Camarades, le Parti français s'est composé, comme beaucoup d'autres, d'une part, d'un groupement plus ou moins étroit de partisans de la 3^e Internationale unis dans un Comité spécial ; d'autre part, d'un large courant au sein de l'ancien Parti.

La Scission

Le Congrès de Tours fut une étape, un moment décisif dans le développement du communisme français : c'était la scission avec les réformistes, avec les patriotes ; la responsabilité formelle, pour cette scission, retombe sur eux parce qu'ils sont restés dans la minorité et qu'ils ont quitté le Parti. Mais, naturellement, nous prenons sur nous la responsabilité politique, et non seulement formelle de cette scission, parce que c'est la scission entre les réformistes et la révolution prolétarienne, qui représentent des tendances absolument irréconciliables.

Mais il serait tout à fait faux, même théoriquement, de supposer qu'après la scission — ce fait fondamental qui marque la naissance même du Parti Communiste français — le Parti Communiste révolutionnaire en France, tel qu'il se présentera au moment de la conquête du pouvoir, ait été déjà créé par l'Histoire, tout à fait réalisé.

Non, il reste à faire, après cette scission, un

grand travail d'organisation, de purification, d'éducation, de sélection.

Le Congrès de Tours a signifié que le prolétariat français manifeste en principe, en organisation, sa volonté pour la révolution, pour la dictature, pour la conquête du pouvoir. Mais il y a pour le prolétariat français une grande tâche historique et un grand problème : c'est de créer, dans cette situation très changeante, un instrument tout à fait approprié à cette grande tâche historique. Et ce problème, cette tâche de créer cet instrument idéologique et d'organisation se réalise, non selon en une ligne tout à fait directe et paisible, mais au travers de secousses et de crises, grandes et nettes. C'est absolument l'inévitable. Et la crise, comme telle, ne signifie nullement que le Parti est malade ; cette crise montre seulement que le Parti est vivant, qu'il se développe. Pour prouver, pour démontrer que le Parti est sain, il faut voir si le Parti est capable de surmonter cette crise. Et nous avons tous, à la Commission, été de cette opinion que la volonté et les capacités du Parti Communiste français de faire un nouveau pas en avant sont tout à fait indiscutables.

La Crise

En quoi consiste cette crise ? Le Congrès de Marseille était une seconde étape, une étape très remarquable du mouvement révolutionnaire en France. Le Congrès de Marseille a voté deux résolutions d'une importance capitale : la résolution sur le mouvement syndical, sur les rapports entre le Parti et les syndicalistes, c'est-à-dire entre l'avant-garde et la classe ouvrière en France. L'autre résolution est celle qui concerne la question agraire, c'est-à-dire les rapports entre le Parti et les petits paysans de France. Ces deux points : la question du prolétariat et la question du petit paysan, ce sont les deux questions qui dominent le problème de la révolution française.

Le Congrès de Marseille les a résolues dans un sens communiste, dans un sens révolutionnaire qui nous donne la possibilité de marcher en avant sur la base de principes bien déterminés, bien définis. Et néanmoins, à ce même congrès, voilà une crise d'organisation qui surgit, et il y a d'abord la discussion sur le fait même : savoir si c'est une crise d'idées ou si c'est une crise de personnes.

Or, à la Commission, nous avons écarté toutes les questions personnelles, et nous ferons de même ici, non parce que nous estimons que les questions personnelles sont tout à fait au-dessous du niveau d'un Parti Communiste : bien ou mal, la politique se fait par des hommes, les hommes, n'est-ce pas, sont les représentants des tendances, les hommes ont leur caractère, souvent mauvais ; alors, on se querelle avec acharnement quand il y a des divergences de principes et quand il n'y en a pas.

Mais le fait que quelques incidents, lors de l'élection des membres du Comité Directeur, ont pris une importance politique pour le Parti, prouve

que le Parti, que sa conscience, ont senti dans l'atmosphère quelques dangers.

Dans les époques ordinaires, dans les époques paisibles, la crise se prépare lentement, les éléments de la crise s'accumulent successivement et on a toujours assez de temps pour se rendre compte du contenu de la crise, pour la déterminer, pour la caractériser.

Dans une époque comme la nôtre, la crise vient souvent comme le voleur dans la nuit, inopinément. On remarque au commencement, n'est-ce pas, qu'il y a quelque chose ; il y a un certain malaise et après cela, progressivement, on en vient à résoudre la question du point de vue des principes.

Or, le camarade Soutif va nous aider à comprendre la situation par quelques paroles qu'il a prononcées au Congrès de Marseille. Il a dit ce qui suit, d'après le compte rendu de *l'Humanité* :

« L'orateur indique que depuis Tours, des tendances se sont formées et qu'il ne faut pas s'en alarmer, car elles marquent la vitalité du parti. D'ailleurs, ces tendances existent dans l'Internationale Communiste. Là, comme ici, il y a un opportunisme de droite et un centre ».

Il faudrait ajouter, selon moi, à ces affirmations du camarade Soutif, que l'existence de tendances ne prouve pas, par le fait même, la vitalité du Parti, comme la crise, l'existence des tendances ne prouve pas que le parti est vivant, que le parti se développe ; mais la vitalité du Parti Communiste peut être prouvée par le fait que le parti est capable de soutenir et d'affermir les tendances révolutionnaires et de dominer les tendances opportunistes ou extrémistes, dans le mauvais sens du mot, comme nous l'observons aussi, de temps en temps, dans notre Internationale.

Or, il est bien naturel qu'après le Congrès de Tours, quand on a fait la scission définitive, irrévocable avec les réformistes, qu'après ce fait fondamental, les tendances ou les nuances réformistes ne peuvent trouver un large domaine, un terrain libre pour se développer dans le Parti Communiste français. Mais l'opportunisme au sein d'un parti révolutionnaire, commence toujours comme un petit nuage, comme une tache, il tâtonne, il cherche s'il y a opposition, s'il y a résistance. S'il ne trouve pas cette résistance, il se développe toujours comme une tache d'huile et il peut devenir une maladie vraiment dangereuse, surtout dans une époque comme la nôtre où, comme j'ai dit, la situation change rapidement, nous place devant des difficultés toujours nouvelles et demande de nous, comme Parti, la faculté de diriger notre Parti tout à fait librement, que nos pieds et nos jambes ne soient jamais liés par ceux qui se nomment nos amis, mais qui sont, au fond, nos adversaires.

Une tendance de droite

Nous avons pu constater que la droite, dans le Parti Communiste français, et cela s'explique très bien par son histoire et par le Congrès de Tours, n'est une tendance ni large, ni définie, ni organisée ; c'est une tendance en formation, ou si vous voulez, en renaissance. Elle se manifeste sur quelques questions d'une importance vitale pour le Parti français, notamment sur la question du militarisme. On attaque, par exemple, notre camarade Cachin parce qu'il a demandé d'armer le peuple ouvrier. On l'attaque en disant : Non, notre position c'est le désarmement, c'est le pacifisme absolu.

J'ai ici quelques articles et discours de membres du Parti Communiste français. Je ne ferai pas

beaucoup de citations pour ne pas vous fatiguer — les citations sont toujours bien ennuyeuses — mais cependant sur une question, et sur celle-là seulement, je donnerai quelques citations qui sont les raisons mêmes de notre inquiétude profonde.

Voilà, par exemple, un article qui est publié même dans *l'Internationale* :

« D'excellents camarades s'étonnent de voir un certain nombre d'entre nous rester fidèles au vieil antimilitarisme d'autrefois, fait d'opposition absolue et irréductible à tout système d'armement ».

Or, premièrement, nous ne comprenons pas de quel antimilitarisme il s'agit, parce que si nous prenons Jaurès, il était pour l'« Armée nouvelle », il était pour la milice, pour l'armement du peuple. Or, sa position était très liée avec son idéologie démocratique puissante, mais il n'a jamais défendu la position de ce pacifisme vague, confus et sentimental qui consiste dans la négation d'employer des armes.

« Car, il n'y a pas — continue notre auteur — deux militarismes. Il n'y en a qu'un. »

Ainsi, un membre de notre Parti, c'est le camarade Raoul Verfeuil, déteste le militarisme « quelle que soit la couleur qu'on lui donne parce qu'il annihile la personnalité » Or, camarades, et je vous prie de ne pas croire que je parle ici comme le défenseur de notre armée rouge, s'il ne s'agissait que de la critique du « militarisme russe », du « militarisme rouge », naturellement, dans des articles de *l'Internationale* à Paris, on pourrait dire que ces articles sont détestables mais qu'ils sont inoffensifs, qu'ils ne peuvent pas être bien nuisibles au prolétariat français. On pourrait dire cela, mais à une condition, c'est : si le prolétariat français n'a pas besoin de la révolution, s'il l'a déjà accomplie et assurée.

Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Or, on parle dans le même article, de « l'emploi de certains procédés de force qu'une situation de fait peut justifier mais que la doctrine de notre Parti et la morale sont d'accord pour réprouver ». Oui, camarades, il y a des méthodes qui peuvent être nous seront imposées, les méthodes de violence, mais que notre morale réprouve comme la doctrine de notre Parti.

Et puis un argument décisif. « On nous objecte que nous avons besoin de l'armée pour faire la révolution. La révolution serait encore plus facile si l'armée n'existait pas. » (*Rires prolongés.*)

Voilà, l'adversaire est désarmé ! Devant cet argument l'adversaire est désarmé !

Mais, camarades, ce n'est pas là un fait unique. Sur la même question nous trouvons, dans le même organe de notre Parti, un article de notre camarade Victor Méric sur le militarisme. Il veut apporter, écrit-il, quelques arguments contre le militarisme — « contre tous les militarismes ». Puis, après avoir évoqué les nécessités de la révolution, il écrit : « Constater et déplorer ces dures nécessités, c'est une chose ».

Constater et déplorer ces dures nécessités, c'est-à-dire qu'il voudrait peut-être employer la violence. Mais il ajoute : « Les admettre *a priori*, les préparer méthodiquement, les vouloir, c'en est une autre. »

Voilà des questions bien posées.

Nous disons et répétons que la seule possibilité pour le prolétariat de se libérer, c'est de jeter bas la bourgeoisie, de lui retirer le pouvoir, de s'en emparer en désarmant la bourgeoisie et en s'armant lui-même.

Et, sans doute, l'éducation que le Parti doit développer consiste dans ce travail préparatoire de

faire comprendre au prolétariat qu'il ne peut vaincre la bourgeoisie que par la violence révolutionnaire.

Nécessité de la violence

Est-ce que nos camarades Méric et Verfeuil croient qu'il y a chez le prolétariat français un excès de cette violence révolutionnaire contre la bourgeoisie ? Est-ce qu'ils croient que le prolétariat français est sanguinaire et qu'il faut le discipliner, le brider un peu par notre morale et la sainte doctrine qui nous commande d'être humains envers notre ennemi. Mais c'est le contraire. En effet, toute l'histoire de la 3^{me} République au lendemain de la Commune, montre que cette Commune fut non seulement le désarmement physique du prolétariat, mais son désarmement moral. L'atmosphère, même l'opinion publique bourgeoise ont pour tâche d'infecter la mentalité de la classe prolétarienne par l'hypnose de la légalité. La légalité, c'est la couverture de la violence brutale de la bourgeoisie.

Qu'est-ce que nous devons faire nous autres ? Nous devons démontrer au prolétariat que la légalité n'est qu'un masque pour la violence de la bourgeoisie, que la violence de la bourgeoisie ne peut être brisée que par la violence — la nôtre. Qu'il faut se préparer, qu'il faut s'éduquer, qu'il faut la vouloir si nous voulons la victoire. Il faut vouloir les moyens et les moyens, c'est la violence révolutionnaire. Et on vient dire au prolétariat : « Peut-être que tu auras l'occasion triste, une fois, d'employer la violence », mais notre sainte doctrine et notre sainte morale le défendent. Alors on ne peut que semer le désarroi et le trouble en propageant une morale révolutionnaire de ce genre-ci.

Comme je lisais ces articles, j'ai vu, par hasard, les révolutions du Congrès anarchiste où on dit naturellement : « Les anarchistes ne veulent pas le pouvoir, ils restent ennemis de toute dictature quelle qu'elle soit, de droite ou de gauche, de la bourgeoisie ou du prolétariat, ils restent ennemis du militarisme quelque couleur qu'il prenne, de la bourgeoisie ou du prolétariat ». C'est la même idéologie, la même.

J'ai cité deux camarades bien connus comme Verfeuil et Méric et leurs critiques sont dirigées, pour autant que je le comprends, contre une résolution de la Fédération des Jeunesses. Nous avons un peu combattu un représentant de la Fédération des Jeunesses au 3^{me} Congrès, mais cette résolution est tout à fait juste. Elle affirme qu'il faut combattre le militarisme, mais elle préconise l'armement du prolétariat.

Avant les articles des camarades Verfeuil et Méric, nous avions eu sur le même sujet un discours-programme prononcé par notre camarade Georges Pioch au Congrès du Parti. J'en ferai quelques citations qui me paraissent d'une grande importance. Voici ce que dit le camarade Pioch :

« Les peuples ne se sont pas battus seulement pour des intérêts. Ils se déclarent la guerre et les passions la font durer. En méconnaissant cette vérité, vous fonderiez des sociétés d'où la guerre ne serait pas bannie. »

Ainsi, la guerre n'est pas un produit de la structure de la société, c'est un phénomène psychologique, elle naît des passions, et il faut éduquer l'homme pour que la société, même communiste, ne produise pas de guerres.

« Au lieu de déshonorer la guerre, vous commencez par déshonorer la paix en déshonorant le pacifisme. »

Notre lutte contre le pacifisme sentimental pa-

rait au camarade Pioch comme la lutte contre la paix et comme une glorification même de la guerre, et puis « le seul antimilitarisme profond et profitable est celui que créera l'éducation des enfants ».

Et pour en finir, et cette thèse est la plus formidable : « En ce qui concerne la désertion, l'orateur ne peut ni la conseiller, ni la déconseiller. C'est une affaire de conscience. Quant au noyautage de l'armée, il considère que c'est un sophisme dangereux ».

Ce discours a été prononcé au Congrès du Parti Communiste !

On nous dit : « La guerre, c'est un phénomène plutôt psychologique. Il faut éduquer les enfants, les petits enfants dans leur berceau dans l'esprit de l'antimilitarisme pur et absolu, dans le pacifisme honni par vous, les militaristes rouges, et par ce procédé nous aboutirons à une société sans guerre. Et pour le moment, peut-être la désertion, peut-être, mais c'est un cas de conscience individuelle, je ne peux ni le conseiller ni le déconseiller. Et le noyautage dans l'armée, qu'est-ce que cela veut dire ? Le noyautage, cela veut dire le travail des communistes comme communistes dans l'armée. Or, c'est un sophisme dangereux.

Camarades, nous connaissons très bien notre camarade Pioch. C'est un bon poète, un écrivain, nous l'estimons — je le dis tout à fait sincèrement. Mais je ne parle pas du camarade Pioch, je parle du secrétaire de la Fédération de la Seine. La Fédération de la Seine, c'est la Fédération la plus importante du Parti. Et je me demande, camarades, tout en sachant bien que les idées du camarade Pioch sont tout à fait exceptionnelles, personnelles, quelle résonance, quel écho elles peuvent trouver dans les cerveaux de notre jeunesse ouvrière communiste ou mi-communiste, à qui on dit que le militarisme rouge, la violence, le meurtre et l'effusion de sang ne sont pas des principes communistes ? Je ne sais pas si c'est dans le discours du camarade Pioch ou dans l'article du camarade Verfeuil qu'il est dit que le meurtre et l'effusion de sang ne sont pas des principes communistes.

Qu'est-ce que cela veut dire, camarades ? Et le Parti, qu'est-ce que le Parti ? Le Parti, c'est l'organisation d'une haine consciente contre la bourgeoisie. Et la haine, est-ce un principe communiste ? Je crois que c'est la fraternité qui est un principe communiste, mais le Parti Communiste est l'organisation de la haine de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Et si l'on veut combattre la bourgeoisie avec les sentiments qui naissent sur la base d'une société sans bourgeoisie, alors cette société ne viendra jamais.

Qu'est-ce que le Parti ? Le Parti, camarades, c'est une organisation pour lutter contre les autres organisations. Et la lutte entre les hommes est-ce que c'est un principe communiste ? Qu'est-ce que le communisme, non pas comme idéal de l'avenir, mais le communisme comme une chose vivante, d'aujourd'hui ? C'est — qu'on me permette le mot — l'armée en lutte. Or, le communisme vivant, ce n'est pas un principe communiste, c'est tout à fait contraire au principe communiste des pacifistes.

Confusionnisme

Les conceptions que je viens d'examiner ne peuvent que produire une confusion extrême, absolue, dans la conscience de la jeune génération du prolétariat français, et cela a été reconnu par tous les camarades de la délégation française. Nous avons causé, discuté et nous en sommes venus à cette conclusion qu'il ne faut ni exagérer, ni

atténuer l'importance de pareilles manifestations dans le Parti, que le Parti doit être aux aguets pour éliminer le danger possible qui pourrait en résulter.

Je ne ferai pas de citations qui vous montreraient d'autres aspects de ces tendances ; je mentionnerai seulement qu'elles se manifestent sur différentes questions : sur la question syndicale, sur la question des rapports entre le Parti et les syndicats, et aussi dans la question de la discipline du Parti. Notre camarade Pioch dit même que le mot « discipline », comme terme militaire, doit être prohibé pour toujours dans le monde des communistes ; mais, naturellement, c'est une question d'expression. Mais il y a aussi une tendance quand même, une tendance dirigée contre la conduite du Parti, vraiment basée sur le centralisme démocratique qui est fixé par nos statuts nationaux et internationaux.

Or, la Commission a constaté qu'il n'y a pas de divergences bien tangibles entre la majorité du Parti telle qu'elle s'est déterminée au Congrès de Marseille et entre le groupement que nous pouvons, pour lui donner quelque nom, nommer la tendance « plus gauche », « plus à gauche ». Il n'y eut pas à la Commission de divergences profondes dans l'appréciation de ces manifestations réformistes, pacifistes, etc. S'il y eut quelques divergences, ce fut plutôt des nuances. Les uns disaient : « Il ne faut pas les exagérer », et les autres répondaient : « Il ne faut pas les négliger ». La Commission a dit, non pour faire un compromis, mais parce que cela correspond à la vérité et à l'intérêt du Parti : « Ni négliger, ni exagérer l'importance de cette tendance, mais veiller et éliminer en temps utile ».

Attitude des délégués français

Vous savez que quatre camarades ont donné, au cours du Congrès de Marseille, leur démission de membres du Comité Directeur du Parti et que ce fut le point de départ de la crise présente, et que c'est précisément au moment où ces camarades, qui ont appartenu au Comité de la 3^e Internationale, ont donné leur démission, que les éléments de la droite ont montré un peu plus d'activité, qu'ils ont même fait une petite offensive contre les principes fondamentaux du Parti, contre le Parti lui-même.

Or, après une discussion approfondie, la délégation française, c'est-à-dire les membres de la délégation qui étaient mandatés exprès pour cela par le Comité Directeur du Parti, ont donné, de leur propre initiative, aux questions qui ont surgi pendant la discussion elle-même, une réponse, une appréciation écrite que je vais vous lire.

La délégation française... (1)

Henri Fabre, membre du Parti, est connu comme directeur d'un organe quotidien, le *Journal du Peuple*, qui est le point de concentration de toutes ces tendances réformistes, pacifistes, unitaires, avec les réformistes, avec les dissidents.

La délégation enregistre... (2)

Après avoir pris connaissance du fait que quatre camarades élus au Comité Directeur ont donné leur démission au cours du Congrès de Marseille, l'Exécutif a trouvé ces démissions injustifiées. Nous avons notre base : le centralisme démocratique, dans les sections nationales comme dans l'Internationale elle-même, et nous avons toujours la possibilité, par le jeu normal de nos organisations locales, nationales et internationales, d'aplanir les conflits, de corriger la ligne de conduite d'une organisation, d'une section, d'un organe, d'un jour-

(1) V. page 308, col. 1, paragraphe 1.

(2) *Idem*, paragraphe 2.

nal, sans provoquer de conflits d'organisation ai-gus, sans des démissions qui sont, par leur caractère même, opposées à l'esprit de la discipline, de l'organisation prolétarienne.

Dans un but... (1)

Notre Commission a enregistré cette déclaration nette, formelle, et qui n'exprime pas seulement la volonté des quatre camarades qui en prennent la responsabilité, mais qui constitue une obligation morale au nom du Comité Directeur du Parti français : elle en a apprécié la haute importance, comme base pour reconstruire l'unité menacée du Parti. Cette déclaration commence par la volonté d'exclure, dans le plus court délai, de mettre hors du Parti et dans l'impossibilité de nuire au Parti, le *Journal du Peuple*, c'est-à-dire de donner un avertissement très net aux tendances de droite, d'exclure le camarade Henri Fabre.

Le sens d'une exclusion

Naturellement, pris comme un fait isolé, cela peut paraître sans importance ; mais ce fait, il est un moment dans le cours de la vie du Parti. Or, quand le Parti dit, par la bouche de sa délégation : « Oui, la situation dans son ensemble, comme nous le voyons et l'analysons maintenant, nous impose l'exclusion d'Henri Fabre. Cela a un sens très précis, cela prouve, cela fait comprendre au prolétariat français que le Parti ne permet pas de plaisanter sur les questions qui furent la cause de la scission. La scission est toujours un processus douloureux ; quelles que soient les raisons de la scission, on ne se décide pas d'un cœur léger à provoquer la scission dans les rangs du prolétariat ; mais si l'on s'y résout, on doit avoir des raisons suffisantes ; et le Parti qui laisserait compromettre ces raisons, qui permettrait d'entretenir des doutes sur la valeur déterminante de ces raisons, si l'on peut s'exprimer ainsi, un Parti pareil serait compromis dans la conscience de la classe ouvrière.

Notre Parti français déclare nettement que le prolétariat français n'aura pas ce spectacle jamais. La tendance dont il s'agit est bien venue, mais en tant qu'elle se cristallise dans ce journal et dans son directeur, elle sera mise, dans le plus court délai, hors du Parti. Et cela, ce fait qui signifie en même temps naturellement qu'un membre du Parti ne participera pas à ce journal ou à des journaux pareils, ce fait élimine la possibilité du malentendu, de ce malentendu qui pourrait devenir très dangereux s'il parvenait à prendre corps. On aurait l'impression que le gros du Parti, qui est tolérant pour la droite, est en lutte avec un groupement qui se croit ou qui est peut-être d'une nuance plus à gauche. Ce serait un malentendu, ce serait un danger, ce serait le plus grand malheur.

Et puisque le Parti, par la délégation de son Comité Directeur, affirme sa volonté, se basant sur les résolutions de Marseille, de ne pas permettre que se crée une situation pareille, il n'y a pas de possibilité, il n'y a pas de raison de créer des fractions au sein du Parti. Ce n'est pas la fraction plus gauche ou moins gauche qui doit combattre le danger de droite, c'est le Parti lui-même. Et puisque le Parti lui-même proclame et affirme sa volonté, alors pas de fraction. La démission des quatre camarades, quelles que soient les raisons politiques qu'on puisse invoquer, était un commencement, que ces camarades l'aient ou non voulu, de formation de fraction dans le Parti, ce que l'Internationale Communiste, le Parti Communiste français lui-même, ne peuvent ni admettre, ni tolérer. Et c'est pourquoi on a décidé una-

(1) V. page 308, col. 1, paragraphe 2.

niment que le Comité Directeur devra trouver la possibilité, par l'intermédiaire du Conseil National, de réintégrer les camarades démissionnaires et de rétablir la plénitude du Parti, affirmée par le Congrès de Marseille.

Quant à la question concernant les syndicats, sur les rapports entre le Parti et les syndicats, comme je vous l'ai dit, le Congrès de Marseille a voté une résolution d'une haute importance. Il ne reste qu'à l'appliquer. Le Comité Directeur a commencé de le faire ; il a créé une Commission spéciale pour ce travail, dont il convient de souligner l'importance.

La Commission vous propose une résolution qui est la conclusion de son travail et qui, nous l'espérons, aidera notre Parti Communiste de France à surmonter la crise présente dans le délai le plus court. En voici le texte :

(La résolution Trotsky se trouve intercalée dans le rapport Cachin.)

Tel est notre projet de résolution. Nous avons discuté avec grande attention, par moment aussi avec passion, parce que les questions que nous examinons sont très importantes ; mais la discussion entre tous les membres de la Commission et de la délégation française fut toujours pénétrée de la volonté d'aboutir à l'unité du Parti sur une base vraiment révolutionnaire et communiste. Et je crois pouvoir vous conseiller d'adopter unanimement la résolution votée par la Commission.

Si vous voulez faire quelque amendement, il ne reste peut-être qu'une petite phrase à ajouter à la fin de notre texte :

« Vive le prolétariat français et son Parti Communiste ! »

L'Exécutif élargi vote à l'unanimité la résolution proposée par Trotsky au nom de la Commission.

Discours de Trotsky sur le Front Unique

À la deuxième séance du 26 février, Léon Trotsky prononça, sur la question du front unique, le discours suivant (reproduit d'après le sténogramme officiel) :

Trotsky.— Camarades, je n'ai pas assisté hier à la séance, mais j'ai lu avec attention les deux discours qui sont en principe opposés à la tactique définie par l'Exécutif : les discours de nos camarades Terracini et Daniel Renoult.

Or, je suis d'accord avec le camarade Radek, qui a dit que le discours du camarade Terracini n'est qu'une édition nouvelle et pas tout à fait améliorée, je dois l'avouer, des objections qu'il avait présentées à quelques-unes de nos thèses du troisième Congrès.

Mais la situation a changé.

Au troisième Congrès, nous étions devant le danger que le Parti Communiste italien, ou d'autres, ne s'engagent dans des actions qui pourraient être bien nuisibles. Maintenant, il y a un danger plutôt négatif : c'est qu'il ne s'abstienne de participer à des actions qui peuvent et doivent être très profitables au mouvement ouvrier.

On peut toujours dire que ce danger négatif n'est pas aussi dangereux que le danger positif. Oui, mais le temps est, en politique, un grand facteur, et si on le laisse échapper ce temps, il est toujours utilisé par d'autres contre nous.

Le camarade Terracini dit : « Mais nous sommes naturellement pour l'action des masses et pour la conquête des masses ». C'est ce qu'il répète toujours dans son discours. Mais, d'autre part, nous sommes pour la lutte générale du prolétariat, et contre le front unique, dans le sens précisé par l'Exécutif.

Le fait même, camarades, qu'un représentant du Parti prolétarien affirme et répète toujours : « Nous sommes pour la conquête de la majorité du prolétariat, nous sommes pour ce mot d'ordre : Aux masses ! », apparaît comme un écho un peu retardé des discussions du 3^e Congrès, où existait la croyance que nous sommes pleinement dans la révolution immédiate, où les sentiments du prolétariat, sentiments nés de la guerre, les sentiments bien sommaires — pour la Révolution russe comme pour la révolution en général — paraissaient

comme suffisants pour la révolution elle-même. Mais les événements ont démontré que cette appréciation était fautive. Au moment du 3^e Congrès, nous avons discuté, nous avons dit : « Non, maintenant c'est une nouvelle étape qui commence ; la bourgeoisie est, pour le moment, pas tout à fait ferme, mais assez ferme sur ses jambes pour nous obliger, nous communistes, à conquérir la conscience de la majorité des travailleurs pour l'abatre ».

Comment conquérir les masses ?

Et, maintenant, le camarade Terracini répète toujours : « Nous sommes pour l'action qui doit conquérir les masses ». Naturellement, mais nous nous trouvons déjà placés à un niveau un peu plus élevé et nous discutons maintenant sur les méthodes de conquérir ces masses dans l'action. Et à ce point de vue — comment conquérir ces masses ? — les Partis Communistes sont groupés tout à fait naturellement, logiquement, en trois grandes catégories : les partis qui ne sont qu'au commencement de leurs succès et qui, comme organismes, ne peuvent pas encore jouer un grand rôle dans l'action immédiate des masses. Naturellement, ces partis ont un grand avenir comme tous les autres Partis Communistes ; mais, aujourd'hui, ils ne peuvent pas compter beaucoup dans l'action de la masse prolétarienne, parce qu'ils sont peu nombreux comme organisations. Alors, ces partis doivent, pour le moment, lutter pour conquérir une base, une possibilité d'influencer le prolétariat pendant son action (de cette situation sort avec un succès toujours grandissant notre Parti anglais).

De l'autre côté, il y a des partis qui dominent tout à fait le prolétariat. Je crois que le camarade Kolarof a raison quand il dit que c'est le cas de la Bulgarie. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la Bulgarie est mûre pour la révolution prolétarienne, mais que ce sont les conditions internationales qui l'empêchent. Alors, naturellement, pour une situation pareille, la question du front unique ne se présente pas ou presque pas.

En Belgique, par exemple, et en Angleterre, elle se présente comme une lutte pour conquérir dans

le front prolétarien une place pour influencer le prolétariat, pour ne pas être éliminé de son mouvement. Entre ces deux pôles extrêmes, il y a les partis qui représentent une force, non seulement une force d'idées, mais une force numérique, une force comme organisation. Et c'est déjà le cas de la plupart des Partis Communistes. Leur force peut être un tiers de l'avant-garde organisée, un quart, même la moitié, un peu plus de la moitié, cela ne change pas la situation en général.

Quelle est leur tâche ? C'est de conquérir la majorité écrasante du prolétariat. Pour quel but ? Pour mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, à la révolution. Quand ce moment-là sera atteint, nous ne le savons pas. Mettons dans six mois, mettons dans six ans, peut-être sur cette échelle, entre six mois et six années dans les différents pays. Mais, parlant théoriquement, il n'est pas exclu que cette période préparatoire puisse durer encore plus longtemps. Alors je demande : Qu'est-ce que nous faisons pendant cette époque ? Nous luttons toujours pour conquérir la majorité, la conscience de la totalité du prolétariat. Mais ce n'est pas le cas, ni aujourd'hui, ni même demain ; nous sommes pour le moment le Parti de l'avant-garde du prolétariat. Eh bien ! faut-il que la lutte de classes s'arrête pour attendre le moment où nous aurons conquis la totalité du prolétariat ? Voilà la question que je pose au camarade Terracini et aussi au camarade Renoult : Est-ce que la lutte prolétarienne pour le pain cesse pour attendre le moment où le Parti Communiste, soutenu par la totalité de la classe ouvrière, peut conquérir le pouvoir ? Non, elle ne cesse pas, elle continue. Les ouvriers qui sont dans notre Parti ou ceux-là qui se tiennent en dehors de lui, comme les ouvriers qui sont dans le Parti social-démocrate ou qui sont en dehors de celui-ci, ils sont disposés plus ou moins — cela dépend du moment et du milieu prolétarien — ils sont capables de lutter pour leurs intérêts immédiats et la lutte pour leurs intérêts immédiats dans cette époque de la grande crise impérialiste est toujours le commencement d'une lutte révolutionnaire. Cela est très important, mais c'est ici seulement une parenthèse.

Actions immédiates

Eh bien ! Les ouvriers qui n'entrent pas dans notre Parti et qui ne comprennent pas notre Parti, (et c'est la raison pour laquelle ils n'y entrent pas), veulent avoir la possibilité de lutter pour le morceau de pain, pour le morceau de viande. Ils voient le parti communiste, le parti socialiste, et ne comprennent pas pourquoi ils se sont séparés : ils adhèrent à la C.G.T. réformiste, au Parti socialiste en Italie, etc..., ou bien ils sont en dehors du parti. Et voilà, ils disent que ces organisations, ou bien ces sectes — je ne sais pas comment ils les appellent dans leur langage, ces ouvriers mi-conscients — ils disent : Qu'elles nous donnent la possibilité de la lutte d'aujourd'hui ! Nous ne pouvons pas leur répondre. » Mais nous, nous sommes isolés pour préparer ton avenir, ton grand après-demain ». Ils ne le comprendraient pas, parce qu'ils sont tout à fait absorbés par leur « aujourd'hui », parce que s'ils pouvaient comprendre cet argument, pour eux tout à fait théorique, ils seraient entrés dans le Parti. Etant dans cette mentalité et voyant devant eux différentes organisations syndicales et politiques, ils sont bien désorientés ; ils se trouvent dans l'impossibilité d'une action immédiate, si partielle, si petite qu'elle soit. Alors vient le Parti Communis-

te qui dit : Mes amis, nous sommes séparés ; vous croyez que c'est une faute ; je peux vous expliquer les raisons. Vous ne les comprenez pas ? Je le regrette, mais nous existons maintenant, nous communistes, socialistes, et il y a à côté de nous, les syndicalistes réformistes et les syndicalistes révolutionnaires ; nous existons comme des organisations indépendantes pour des raisons que nous, communistes, trouvons tout à fait suffisantes ; et néanmoins, nous communistes, nous proposons une action immédiate pour votre morceau de pain ; nous vous la proposons, à vous et à vos chefs, à chaque organisation qui représente une partie du prolétariat. Mais c'est tout à fait dans la psychologie des masses, dans la psychologie du prolétariat, et j'affirme que les camarades qui, avec passion, (ce qui s'explique très bien par l'importance, par la gravité de la question) protestent contre cela, reflètent beaucoup plus le processus douloureux de leur séparation tout à fait fraîche d'avec les réformistes, d'avec les opportunistes, et non pas la mentalité de la grande classe prolétarienne. Parce je comprends très bien que pour un journaliste, qui était dans la même rédaction de l'*Humanité*, mettons avec Longuet, qui s'est séparé de lui avec de grandes difficultés, — s'adresser après cela de nouveau à Longuet, lui proposer de causer avec lui, c'est une difficulté psychologique, c'est une difficulté morale. Mais quant à la classe prolétarienne, quant à la masse française, aux millions d'ouvriers français, ils ne se soucient pas du tout de ces choses, malheureusement, si vous voulez, parce qu'ils ne sont pas du Parti. Mais quand on leur dit : « Nous, communistes, nous prenons maintenant l'initiative de l'action de masses pour votre morceau de pain ; qui les ouvriers flétriront-ils en cette circonstance ? L'Internationale Communiste, le Parti Communiste français ? Non, jamais.

Objections au Front unique

Et pour vous démontrer, camarades, que cette mentalité qui se fait jour en France, surtout en France, n'est pas le reflet de la mentalité de la masse prolétarienne, mais représente d'une part un écho tardif d'un aspect de l'ancien Parti et, d'autre part, le processus pénible de la séparation, pour vous démontrer ceci, je vous citerai quelques articles... Je m'en excuse : les camarades français se moquent un peu de notre engouement pour les citations ; l'un d'eux a fait des remarques très spirituelles sur l'étendue de notre documentation, mais il ne nous reste pas autre chose, naturellement ; les citations sont des fleurs desséchées du mouvement ouvrier, mais si on connaît un peu la botanique et si l'on a vu aussi des fleurs dans les champs sous le soleil, on a, même par ces exemplaires desséchés, une représentation du mouvement.

Je vous citerai un camarade bien connu en France : c'est le camarade Victor Méric. Il représente plus ou moins l'opposition contre le front unique sous un aspect compréhensible pour tout le monde ; il la vulgarise dans sa manière humoristique. Voici ce qu'il dit — cela paraît être une plaisanterie, pour moi une mauvaise, mais il faut la prendre telle qu'elle est :

« Si nous faisons front unique avec Briand ? Après tout, Briand n'est qu'un dissident, un dissident de la première cuvée, un dissident précurseur ; mais il est tout de même de la grande famille. » (*Journal du Peuple*, 13 janvier.)

Alors, au moment où l'Exécutif dit : Vous, le

Parti français, vous ne représentez qu'une partie de la classe ouvrière, il faut chercher les possibilités de l'action commune de masses, la voix de Paris répond :

« Mais, si nous faisons front unique avec Briand ? »

On peut dire : c'est de l'ironie, et c'est dans un journal qui est créé spécialement pour l'ironie de ce genre, le *Journal du Peuple*. Mais j'ai une citation du même auteur dans l'*Internationale* — et c'est infiniment plus sérieux — où il dit textuellement :

« Et qu'on me permette de poser une seule question — oh ! sans la moindre ironie... (C'est Victor Méric lui-même qui dit : « Sans la moindre ironie. »

Interruptions. — Pour cette fois !... Cela n'arrive pas souvent.

Trotsky. — « Et qu'on me permette de poser une seule question — oh ! sans la moindre ironie ! Si cette thèse est acceptée en France et si demain le ministère Poincaré-la-Guerre, culbuté, fait place à un cabinet Briand ou Viviani, partisan résolu de la paix, du désarmement, de l'entente entre les peuples et de la reconnaissance des Soviets, ne faudra-t-il pas que nos élus au Parlement consolident de leur vote la situation de ce gouvernement bourgeois ? Et si même — tout arrive ! — un portefeuille était offert à l'un des nôtres, devra-t-il le refuser ? » (*L'Internationale*, 22 janvier.)

C'est — oh, sans la moindre ironie ! — non pas dans le *Journal du Peuple*, mais dans l'*Internationale*, le journal de notre Parti. Alors, pour Victor Méric, il n'est pas question de l'unité d'action prolétarienne ; c'est la question des relations de Victor Méric et de tel ou tel dissident, des dissidents de la veille ou des dissidents de l'avant-veille. C'est, comme on le voit, un argument pris dans le domaine de la politique internationale. Au cas où un gouvernement Briand serait disposé à reconnaître les Soviets, est-ce que l'*Internationale* de Moscou nous imposera la collaboration avec ce gouvernement ?

Le camarade Terracini n'a pas parlé tout à fait comme le camarade Méric ; mais il a, lui aussi, évoqué le spectre d'une alliance entre trois puissances : les puissances numéros 3, 2 et 2 et demie — l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, c'est un peu du même domaine.

Le camarade Zinoviev a dit dans son discours, en séance plénière, et je l'ai dit aussi à la Commission : il y a des camarades qui cherchent, dans nos opinions ou nos « déviations », des « raisons d'Etat ». Ce ne sont pas nos fautes comme communistes, ce sont nos intérêts comme hommes d'Etat russes qui nous poussent à recourir à telle tactique. Et c'est précisément l'accusation voilée de Victor Méric.

Des critiques, non des insinuations

Il faut se souvenir de nos débats du 3^e Congrès. On a rappelé alors qu'en Allemagne les événements de mars étaient interprétés par la droite et surtout par les laquais de la droite comme une suggestion de Moscou pour sauver la situation compromise des Soviets. Or, au 3^e Congrès, quand on a condamné certaines méthodes employées pendant ce mouvement, c'est l'extrême-gauche (K.A.P.D.) qui a dit que le gouvernement des Soviets est contre ce mouvement révolutionnaire et qu'il veut ajourner la révolution mondiale pour un temps, afin de pouvoir faire des affaires avec la bourgeoisie d'Occident.

Maintenant, on répète la même chose à propos du front unique.

Camarades, l'intérêt de la République des Soviets ne peut être autre que l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial. Si cette tactique est nuisible pour vous, nos frères français, ou pour vous, nos frères italiens, elle est tout à fait nuisible pour nous. Et si vous croyez que nous sommes tellement absorbés ou hypnotisés par notre situation d'hommes d'Etat, que nous ne pouvons plus comprendre les nécessités du mouvement ouvrier, alors, il faut introduire dans les statuts de l'*Internationale* un paragraphe qui dise que le Parti qui en est arrivé dans la situation « pitoyable » de conquérir le pouvoir, doit être exclu de l'*Internationale* ouvrière. (*Rires*).

A ce sujet, je voudrais bien qu'au lieu de pareilles accusations, non pas d'accusations formelles, mais d'insinuations qui vont tout à fait de pair avec les éloges plus ou moins officiels et rituels de la Révolution russe, on nous critique un peu plus. Si le Comité directeur du Parti français envoyait une lettre disant : « Vous faites maintenant une nouvelle politique économique ; prenez garde ! casse-cou ! parce que vous êtes allés trop loin dans le domaine des relations capitalistes. » Ou si la délégation française nous disait : « Nous avons vu la revue militaire ; vous avez trop copié les anciennes méthodes militaires : cela peut influencer fâcheusement les jeunes ouvrières. » Ou, par exemple, si vous disiez : « Votre diplomatie est trop « diplomatique » ; elle donne des interviews, des notes qui peuvent nous être nuisibles, en France ». En sommes, si vous nous critiquez ouvertement, mettant les points sur les i, voilà les vraies relations que nous désirons voir s'établir entre nous. Mais pas cette manière détestable qui procède par allusions. Tout cela est entre parenthèses.

L'argument sentimental

Chez Victor Méric, après l'argument de politique internationale, il y a l'argument d'ordre sentimental :

« Tout de même, ce 15 janvier prochain, quand nous évoquerons les deux martyrs, il ne fera pas bon de venir nous parler d'unité de front avec les amis des Scheidemann, des Noske, des Ebert et autres assassins des socialistes et des travailleurs. » (*L'Internationale*, 8 janvier 1922.)

Naturellement, c'est un argument qui peut très bien influencer des travailleurs très simples, ayant un sentiment révolutionnaire, mais sans éducation politique suffisante, sans éducation révolutionnaire suffisante. Le camarade Zinoviev en fait mention dans son discours. Et le camarade Thalheimer a dit : « Camarades, si l'on a des raisons sentimentales pour ne pas s'asseoir à la même table avec des hommes de la II^e Internationale et de l'Internationale deux et demi, ces raisons sont valables surtout pour nous, Allemands. Mais comment se fait-il qu'un communiste français fasse une affirmation qui signifie que les communistes allemands n'ont pas ce sentiment révolutionnaire, cette haine contre les traitres et les assassins de la II^e Internationale ? »

Je crois que leur haine n'est pas moindre que la haine littéraire, journalistique de Victor Méric. Mais, pour eux, la tactique du front unique, c'est une action politique et non pas le rapprochement moral avec les chefs social-démocrates. Le troisième argument est le suivant, et il est plus ou

moins décisif. Nous le trouvons dans un article du même auteur :

« La Fédération de la Seine vient de prendre une décision sur ces graves questions : elle repousse, à une forte majorité, le front unique. Cela signifie simplement qu'à un an de distance elle entend ne pas se déjuger. Cela veut dire qu'après avoir consenti à cette opération douloureuse que fut la scission de Tours, elle se défend de vouloir tout remettre en cause, se refuse à en appeler aux hommes dont nous nous sommes séparés. » (*L'Internationale*, 22 janvier 1922.)

Voilà comme on présente le front unique. C'est le retour à la situation d'avant Tours. Et Fabre, l'hospitalier Fabre, déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la tactique du front unique, avec une seule remarque — et moi je n'ai aucune remarque à faire :

« Pourquoi avoir démolì, à coups de pistolet, l'unité socialiste et ouvrière ? »

Alors, c'est tout à fait entendu. Par cette manière de représenter la question, si front unique cela veut dire le retour à la situation d'avant Tours, c'est un concours, la trêve, l'union sacrée avec les dissidents, les réformistes. Après avoir constaté ce fait, bien important, on discute sur la tactique à suivre ou accepter ou rejeter. Alors Méric dit : « Je rejette, avec la Fédération de la Seine. » Et Fabre dit : « Non, j'accepte, j'accepte. »

Camarades, même chez Frossard, qui est naturellement un homme politique d'une grande valeur, que nous connaissons tous et qui ne prend pas les choses seulement du côté plaisant, chez lui nous ne trouvons pas des arguments plus solides. Non, c'est toujours l'idée du rapprochement avec les dissidents et pas la question de l'unité de front. Or, je vous le demande, est-ce que cette question existe en France ou non ?

Le Parti communiste français a 130.000 membres ; le parti des dissidents a un effectif très faible, et j'attire votre attention sur ce fait que les camarades français ont nommé les réformistes les « dissidents ». Pourquoi ? Pour les dénoncer devant le prolétariat comme briseurs du front unique. Les dissidents, c'est-à-dire les social-traitres, comme la C.G.T. révolutionnaire s'appelle unitaire pour démontrer qu'un de ses buts, son but principal, est d'assurer au prolétariat l'unité d'action.

Notre faiblesse

Or, je pourrais dire aussi que vos méthodes et vos actions sont supérieures aux arguments que vous avez employés contre la tactique définie par le Comité exécutif de l'Internationale communiste. Donc, le Parti a 130.000 membres et les dissidents en ont 30.000, 40.000 ou 50.000. N'importe...

Interruptions. — 15.000 ! Oui, chez les dissidents, les chiffres ne sont pas toujours exacts ! C'est très difficile de les connaître.

Trotsky. — C'est une minorité, mais une minorité pas tout à fait négligeable.

Puis, il y a les syndicats. Les syndicats, ils ont eu, il y a des années, deux millions de membres. Ils l'ont affirmé — la statistique des syndicats français est au-dessus de leur élan révolutionnaire — et maintenant il y a — je puise ces chiffres dans le discours du camarade Renoult — 300.000 adhérents à la C.G.T. unitaire. L'ensemble des syndiqués était de 500.000 avant la scission.

Or, la classe prolétarienne se compte par millions

Le Parti a 130.000 membres.

Les syndicats révolutionnaires en ont 300.000.

Les syndicats réformistes en ont peut-être bien un peu plus ou un peu moins de 200.000.

Les dissidents sont 15.000.

Voilà la situation.

Naturellement, le Parti a une situation très favorable, parce que c'est l'organisation politique prépondérante, mais pas tout à fait dominante. Que représente le Parti français, maintenant ? Le Parti français, c'est le résultat, la cristallisation de cette grande poussée révolutionnaire du prolétariat qui a surgi de la guerre, grâce à l'action courageuse des camarades qui étaient en tête du mouvement à cette époque. Ils ont utilisé cet élan, cette poussée de la masse, ce sentiment plutôt sommaire, mais révolutionnaire, primitivement révolutionnaire ; ils l'ont utilisé pour transformer l'ancien Parti et pour en faire un Parti communiste.

Après cela, la révolution n'est pas venue. La masse, qui avait le sentiment que la révolution allait se déclencher aujourd'hui ou demain, voit qu'elle n'éclate pas. Alors, comme conséquence, il y a un certain reflux, et ce qui reste au Parti c'est l'élite prolétarienne. Mais la grande masse, elle, éprouve un sentiment de retraite psychologique et un reflux. Cela se matérialise par la sortie en masse des syndicats. Les syndicats perdent leurs membres. Ils avaient des millions qu'ils n'ont plus, des hommes et des femmes qui sont entrés pour quelques semaines, pour quelques mois, et qui sont sortis. La grande masse prolétarienne garde en elle, naturellement, cet idéal de la révolution, mais cet idéal est devenu quelque chose de plus vague, de moins réalisable. Le Parti communiste subsiste avec sa doctrine et sa tactique. Il y a un petit groupement dissident qui a perdu, pendant cette époque tumultueuse de la Révolution, toute autorité. Mais supposons que cette situation transitoire tienne encore une année, deux années, trois années ; admettons-le. Nous ne le voulons pas ; mais, pour nous représenter la situation, supposons qu'il y a une action générale en France. Comment vont se grouper les ouvriers ? Or, les ouvriers français, comment feront-ils ? Si nous prenons le Parti communiste et le Parti des dissidents, les relations sont de 4 à 1 et dans la classe ouvrière les sentiments pour la révolution, les sentiments vagues, sont peut-être de 99 à 1.

Mais voilà, la situation traîne sans se stabiliser, et l'époque des nouvelles élections arrive. Que va penser l'ouvrier français ? Il se dit que le Parti communiste, c'est peut-être un bon parti, que les communistes sont de bons révolutionnaires ; mais maintenant, il n'y a pas de révolution, il s'agit d'élections, c'est Poincaré, c'est le dernier grand effort du nationalisme revanchard, de la paix vengeresse, c'est le dernier sursaut de la lampe qui va s'éteindre.

Bloc des Gauches et Front unique

Et après cela, que reste-t-il à la bourgeoisie ? Le bloc des gauches. Mais pour que cette combinaison politique réussisse, il faut avoir un instrument au sein même de la classe ouvrière. Cet instrument, c'est le Parti des dissidents.

De notre côté, nous avons un excellent terrain pour notre propagande, que nous menons avec *l'Humanité*, avec toute notre presse, avec tous nos organes.

Mais y a d'autres moyens, et nous essayons encore de démontrer les grandes masses par des meetings, par les discours excellents de nos amis français, qui, vous le savez, ne manquent pas d'éloquence. Les élections viennent. Une grande

masse des ouvriers français raisonnera alors vraisemblablement ainsi : « Oui, le Parlement du bloc des gauches est tout de même préférable au Parlement de Poincaré, du bloc national. Et ce sera le moment pour les dissidents de jouer un rôle politique. Ils ne sont pas nombreux dans l'organisation politique. C'est juste. Mais les réformistes, surtout en France, n'ont pas besoin d'avoir une grande organisation. Ils ont des journaux qui ne sont pas très lus, c'est juste, parce que la masse la plus passive, la plus désillusionnée du prolétariat ne lit pas ; elle est désenchantée, elle attend les événements, elle flaire ce qui est dans l'air sans lire.

Ce sont les ouvriers qui sont tout à fait acquis à la Révolution qui veulent lire. Or, le petit instrument de la bourgeoisie, cette organisation des dissidents, peut, dans cette atmosphère, prendre une grande importance politique. Et notre tâche est alors de compromettre par avance l'idée du bloc des gauches dans le prolétariat français. C'est là une question très importante pour le parti français. Je ne dis pas que ce bloc des gauches sera un malheur pour nous. Pour nous, aussi ce serait un avantage ; mais à condition que le prolétariat n'y collabore pas.

Et si vous, dans ces conditions, sans préciser davantage les méthodes, la manière de la lettre ouverte ou fermée qu'il faut envoyer au Comité directeur, si l'existe des dissidents ; sans préciser les formes, si vous les provoquez, si vous démasquez cette alliée de la bourgeoisie qui attend, qui ne veut pas trop se compromettre maintenant, qui attend dans l'asile de ses rédactions, de ses clubs parlementaires, vous aurez remporté un grand avantage, car, au moment des élections, ces groupements dissidents deviendront très actifs, ils feront aux ouvriers toutes sortes de promesses. Et nous avons le plus grand intérêt à les tirer de leur chambre, de leur retraite et à les mettre devant le prolétariat, sur la base de l'action des masses. Voilà la question. Il ne s'agit pas du tout d'un rapprochement avec Longuet. Et, vraiment, camarades, c'est un peu drôle, n'est-ce pas ?

Nous avons longuement discuté, il y a quinze ou seize mois, avec les camarades français, nous leur avons démontré qu'il fallait exclure même Jean Longuet. Et les camarades qui, à cette époque, restaient hésitants devant les vingt et une conditions, nous disent aujourd'hui : « Vous nous imposez un rapprochement avec Jean Longuet ! » Je comprends très bien qu'un ouvrier parisien, après avoir lu l'article de Victor Mérie, en reçoive une idée tellement folle. Il faut tranquillement lui expliquer son erreur, lui montrer qu'il ne s'agit pas de cela, qu'il s'agit avant tout de ne pas laisser les dissidents tranquillement dans leur asile préparer une nouvelle trahison, qu'il faut les prendre par le collet, et les mettre par la violence, sous la pression populaire devant le prolétariat et les obliger, ces messieurs, à répondre aux questions précises que nous posons.

Quand nous voyons Terracini dire que nous avons d'autres méthodes d'action, que nous sommes pour la Révolution et qu'ils sont contre la Révolution, nous sommes tout à fait d'accord avec Terracini.

Le pourquoi du Front unique

Mais si cela était clair pour tous les ouvriers, il n'y aurait pas de place pour la question du front unique. Naturellement, nous sommes pour la Révolution, et, eux, sont contre, mais le prolétariat

n'a pas compris cette différence, il faut la lui démontrer.

Le camarade Terracini répond : « Mais nous le faisons, il y a des noyaux communistes dans les syndicats. Les syndicats ont une très grande importance, nous le démontrons par la propagande. »

La propagande ne sera pas interdite par cette conférence ; la propagande est toujours excellente, c'est la base de tout, mais il s'agit de la combiner et de l'adapter aux conditions nouvelles et à l'importance du Parti comme organisation.

Voici un petit incident qui est très intéressant. Le camarade Terracini dit :

« Lorsque nous avons lancé notre appel pour une action générale du prolétariat, nous avons conquis la majorité dans les organisations par notre propagande. »

... La majorité — et ensuite la main délicate de l'auteur a fait la correction : « presque la majorité ». Encore un point où nous sommes d'accord. Mais « presque la majorité », cela veut dire en français, je crois, la minorité, et en russe, cela veut dire tout à fait la minorité.

Camarades, même la majorité n'est pas la totalité.

« Nous avons la majorité, nous avons avec nous les 4/7 du prolétariat. »

Mais 4/7 du prolétariat, ce n'est pas la totalité, et les 3/7 qui restent peuvent très bien saboter une action de masse. Et la presque majorité, c'est seulement 3/7 de la classe ouvrière. Alors, grâce à la propagande, nous avons 3/7, mais il faut encore gagner 4/7. Ce n'est pas une chose très facile, camarade Terracini, et si l'on croit qu'en répétant les mêmes méthodes qu'on a employées pour gagner les 3/7, on gagnera les quatre autres, on se trompe, parce qu'en tant que le Parti devient plus grand, ces méthodes doivent changer. Au commencement, quand le prolétariat voit ce petit groupe révolutionnaire intransigeant qui dit : Au diable des réformistes ! Au diable l'Etat bourgeois ! il applaudit et dit : Très bien ! Mais quand il voit ces 3/7 de l'avant-garde organisés chez les communistes, qu'il n'y a pas grand changement dans le domaine des discussions, des meetings, alors, il s'ennuie, le prolétariat, il s'ennuie et il faut de nouvelles méthodes pour lui démontrer qu'étant donné que nous sommes un grand parti, nous pouvons participer à la lutte immédiate.

Et pour démontrer cela, il faut l'action d'ensemble du prolétariat, il faut l'assurer et ne pas en laisser aux autres l'initiative.

Quand les ouvriers disent : Peu nous importe votre révolution de demain ! Nous voulons aujourd'hui faire la bataille pour garder nos huit heures de travail ! Alors, c'est nous qui devons prendre l'initiative de l'union dans la bataille d'aujourd'hui.

Sur le terrain syndical

Le camarade Terracini dit : « Il ne faut pas porter grande attention aux socialistes. Rien à faire avec eux. Mais il faut faire attention aux syndicats ». Et il ajoute : « Cela n'est pas nouveau. Déjà, au 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, on a dit, peut-être inconsciemment : la scission dans les partis politiques, mais l'unité dans les syndicats ». Je ne comprends pas du tout. J'ai souligné ce passage de son discours au crayon rouge, puis au crayon bleu pour exprimer mon étonnement. Nous avons dit au 2^e Congrès, peut-être inconsciemment...

Terracini. — C'était dans la polémique avec Zinoviev... C'est de l'ironie ; vous n'étiez pas dans la salle quand j'ai parlé.

Trotsky. — ...Mettons cela de côté et nous l'enverrons dans une enveloppe à Victor Méric. L'ironie, c'est son monopole.

Interruptions. — On en fait en Italie aussi, vous le voyez... Et même à Moscou...)

Trotsky. — Malheureusement, puisque cela m'a induit en erreur. Ne pas faire la scission dans les syndicats ? Qu'est-ce que cela veut dire ? La chose la plus dangereuse du discours du camarade Renault, que j'ai lu avec grand intérêt, et où j'ai trouvé des choses très instructives pour comprendre l'état d'esprit du Parti Communiste français, c'est son affirmation que, dans ce moment-ci, nous n'avons rien à faire non seulement avec les dissidents du Parti, mais aussi avec la C. G. T. réformiste. Voilà qui donne un appui inattendu aux anarchistes, les plus maladroits, je me permets de le dire, de la C. G. T. unitaire. Vous avez précisément dans le mouvement syndical appliqué la théorie du front unique; vous l'avez appliquée avec succès, et si vous avez maintenant 300.000 adhérents en comparaison avec les 200.000 de Jouhaux, c'est, j'en suis sûr, pour une moitié grâce à la tactique du front unique, parce que, dans le mouvement syndical, où il s'agit d'englober les prolétaires de toutes les opinions, de toutes les tendances, il y a la possibilité de lutter pour les intérêts immédiats. Alors, si nous voulons faire la scission dans les syndicats, selon les tendances, ce sera le suicide.

Nous avons dit : Non, ce terrain est pour nous. En tant que nous sommes indépendants comme communistes, nous avons toute possibilité de manœuvrer, de dire ouvertement ce que nous pensons, de critiquer les autres : nous entrons dans les syndicats avec cette conception et nous sommes sûrs que la majorité sera pour nous dans un délai déterminé.

Jouhaux a vu que le terrain lui échappe. Notre pronostic était tout à fait juste. Il faut l'unité de l'action. C'était notre tactique. Vous l'avez expliqué vous-mêmes, en disant : « Quand Jouhaux a commencé sa manœuvre de scission, les révolutionnaires l'ont dénoncé devant la masse comme le destructeur de l'unité syndicale. Naturellement, c'est le sens de la théorie de l'unité de front. En luttant contre les réformistes, les dissidents, comme vous les avez nommés, les syndicalistes-réformistes et patriotards, etc..., il faut rejeter sur eux la responsabilité de la scission, il faut les pousser toujours, les obliger à se prononcer toujours sur la possibilité d'une action de lutte de classes, il faut les mettre dans l'obligation de dire ouvertement : « Non » devant la classe ouvrière. Et si la situation est favorable pour un mouvement, dans la classe ouvrière, il faut les pousser en avant. Aujourd'hui, nous avons une situation, dans deux ans, nous aurons peut-être la révolution. Dans l'intervalle, nous aurons un mouvement toujours plus large de la classe ouvrière. Est-ce que vous croyez que les Jouhaux et les Merrheim resteront comme ils sont ? Non, ils feront toujours la tentative ; ils feront un pas, deux pas en avant et, puisqu'il y aura des ouvriers qui n'auront pas voulu les suivre, il y aura dans leur milieu une nouvelle scission. Nos en profiterons. C'est une tactique, naturellement, une tactique de mouvement, une tactique bien flexible, mais en même temps tout à fait énergique, parce que la direction reste. Et si vous croyez, comme le camarade Terracini, que lorsque de grands événements viendront, l'unité d'action se réalisera d'elle-même : nous ne l'empêcherons pas. Mais, à l'heure actuelle, il n'y a pas de grands événements, et il

n'y a pas de raisons pour des propositions sur le front unique...

Terracini. — Je n'ai jamais dit cela.

Trotsky. — Il se peut que je me trompe, ce n'est peut-être pas vous qui l'avez dit, mais cet argument a été apporté ici, car je l'ai vu dans les sténogrammes. On dit : si les événements se développent... Mais s'il n'y a pas de grands événements ? Or, j'affirme, je crois que c'est un axiome, qu'un des obstacles aux grands événements, un des obstacles psychologiques pour le prolétariat, c'est le fait qu'il existe beaucoup d'organisations politiques et syndicales et qu'il n'en comprend pas la raison : il ne voit pas comment il pourrait réaliser son action. Cet obstacle psychologique a une grande importance, négative naturellement; c'est le résultat d'une situation qui n'a pas été créée par nous, mais nous devons donner au prolétariat la possibilité de comprendre cette situation. Nous proposons à une organisation telle qu'elle action immédiate ; c'est tout à fait dans la logique des choses. Et j'affirme que si la C. G. T. Unitaire adopte la tactique de négliger la C. G. T. jouhautiste, ce sera la plus grande faute qu'on puisse actuellement commettre en France. Et si le Parti commet cette faute, il sera écrasé sous son poids, parce que 300.000 ouvriers révolutionnaires dans les syndicats — mais, camarades, c'est un minimum. — 300.000 ouvriers, c'est presque votre Parti, un peu doublé par des éléments divers, c'est tout. Où est le prolétariat français ? Vous me direz : « Mais il n'est pas non plus avec Jouhaux ! » Ah ! c'est juste. Mais je dis que les ouvriers qui ne sont pas dans les organisations, les ouvriers plus désenchantés ou plus paresseux mentalement, ils peuvent bien être entraînés par nous au moment d'une crise révolutionnaire aiguë ; mais, dans une époque traînante, ils seront plutôt l'appui de Jouhaux, parce que, qu'est-ce qu'il représente Jouhaux ? La paresse de la classe ouvrière. Voilà ce qu'il représente. Et le fait que vous n'avez que 300.000 ouvriers démontre qu'il reste encore passablement de cette paresse dans la classe ouvrière française.

Il y a encore un autre danger. Si la C. G. T. Unitaire tourne simplement le dos à la Confédération réformiste et si elle essaie de conquérir les masses par la propagande révolutionnaire, elle pourra commettre des fautes comme la minorité révolutionnaire en a déjà commises. Vous savez très bien que le mouvement syndical, les actions syndicales, ce sont des choses très difficiles à manœuvrer : il faut toujours songer aux grandes réserves des masses arriérées, qui sont représentées par Jouhaux, et si nous négligeons Jouhaux, cela veut dire que nous négligeons les masses d'ouvriers arriérés.

Question posée :

La rencontre des trois Internationales

Voilà comment la question se présente à mes yeux :

Il y a une question urgente : la question de la Conférence des trois Internationales Camarades, on dit : « Nous ne sommes pas préparés à cette idée de collaboration internationale avec ceux que nous avons dénoncés, avec ceux de la 2 et de la 2 1/2 ».

Oui, il faudrait bien préparer les esprits pour un événement d'une telle ampleur. C'est juste. Cette question a provoqué une vive agitation. Mais quelle en est la cause ? C'est la soi-disant Conférence de Gênes qui est venue, elle aussi, bien inopinément. Lorsque nous avons reçu cette invitation personnelle pour le camarade Lénine, c'était tout à fait

inattendu. Et si cette Conférence est vraiment convoquée, si elle a lieu, la Conférence de Gênes ou de Rome, alors, elle fixera plus ou moins le destin du monde, autant que la bourgeoisie peut le faire. Et on sentira, dans le prolétariat, la nécessité de faire quelque chose. Naturellement, nous, communistes, nous ferons toute l'action possible, par la propagande, par des meetings, par des démonstrations ; mais il y a, non seulement chez les communistes, mais aussi chez les ouvriers, dans la classe ouvrière tout entière, en Allemagne, en France, partout, il y a le sentiment, vague peut-être, de l'obligation, de la nécessité de faire quelque chose pour orienter un peu les travaux de cette conférence selon les intérêts du prolétariat.

Or, l'Internationale 2 1/2 prend l'initiative d'une conférence et nous invite à y venir. Il faut se prononcer : Oui, ou non. Si nous disons : Vous êtes des traîtres — cela a déjà été enregistré et beaucoup de fois répété, et c'est toujours juste. Eh bien, ils nous disent : « Nous, ceux de la 2^e et de la 2 1/2, nous voulons maintenant exercer une pression sur la conférence diplomatique bourgeoise par la voix du prolétariat mondial ; nous vous invitons, vous communistes. » Et nous, nous répondons : « Puisque vous êtes des traîtres, des canailles (on veillera à ce que ce mot soit rayé dans les sténogrammes), nous n'y allons pas. » Naturellement, notre auditoire communiste sera tout à fait persuadé — par ce qu'il est déjà persuadé. Nous n'avons donc pas besoin de le persuader de nouveau. Mais les autres, les adhérents de l'Internationale 2 et 2 1/2, est-ce qu'il y a des ouvriers parmi eux ? C'est la seule question qui ait une importance. Si vous dites : « Non, les mencheviks ont perdu toute influence partout », alors, je ne me soucie pas de la conférence des Internationales 2 et 2 1/2, mais dites-le. Non, les ouvriers qui soutiennent l'Internationale 2 et 2 1/2 sont malheureusement plus nombreux que les ouvriers qui soutiennent la 3^e Internationale.

Que faire ?

Le seul fait qu'il faut retenir, c'est que Friedrich Adler a dit, s'adressant à nous : « Nous vous invitons à participer à une conférence qui se propose de faire pression sur la bourgeoisie, sur sa diplomatie. » Ils invitent également les ouvriers du monde entier. Si nous nous bornons, pour toute réponse, à répéter : « Vous êtes des social-traîtres », ce sera une réponse maladroite. Et les Scheidemann, les Friedrich Adler et tous les autres s'adresseront à la classe ouvrière et ils diront : « Voilà : les communistes prétendent que nous sommes des traîtres ; mais au moment où nous nous adressons à eux et où nous les invitons à collaborer avec nous pour un court délai et un objet précis, ils refusent. » Alors, vous savez, je réserve cette dénomination de traîtres et de canailles pour l'instant après et même pendant la conférence. Mais ce n'est pas maintenant, ce n'est pas dans la lettre de réponse que nous pouvons dire : Nous refusons parce que vous êtes des canailles et des traîtres. Est-ce que cette conférence est tout à fait assurée ? Je l'ignore. Il y a des camarades qui sont plus optimistes à ce sujet, il y en a d'autres qui le sont moins. Mais si la conférence n'aboutit pas, c'est parce que les scheidemanniens ne le voudront pas. Alors, nous tirerons la leçon de l'événement : « Voilà, camarades, ditons-nous, vos 2 et 2 1/2 ; ils sont impuissants à faire ce qu'ils nous ont proposé. » Et, non seulement, nous communistes, nous serons applaudis par nos camarades, mais aussi une partie des

scheidemanniens aura prêté l'oreille et dira : Il y a ici quelque chose ; on a proposé un accord, mais les social-démocrates allemands n'ont pas voulu. Et alors, la lutte entre nous et les scheidemanniens recommence. Nous l'amenons sur un terrain plus largé et plus favorable pour nous.

Je ne sais, camarades, si l'on peut ajourner la conférence ; il est certain que cela ne dépend pas de notre désir. Pour préparer la mentalité ouvrière, cela serait très important. Mais, on nous propose cette conférence maintenant, avant la Conférence de Gênes, et nous devons répondre.

Et même, si dans la Fédération de la Seine, il y a un ouvrier qui s'écrie : « Mon parti veut se rencontrer avec Jouhaux. Non ! Je déchire ma carte ! » Nous lui dirons : « Mon cher ami, tu es fâché, à présent ; patiente un peu. » Et s'il faut claquer la porte, nous regretterons beaucoup son départ, mais ce sera sa faute. Et alors, dans quelques semaines, quand il lira les nouvelles de la Conférence de Berlin, quand il verra que Cachin et les délégués des autres partis communistes y participent, qu'ils y parlent et agissent en communistes ; puis, qu'après la Conférence, la même lutte continue, mais que nos adversaires sont démasqués plus qu'avant la Conférence, alors, nous l'aurons convaincu, lui et tous les autres communistes, et, en même temps, notre but sera atteint. C'est pourquoi je crois que la conférence doit répondre à l'unanimité, non pas par les appellations déjà rituelles sans y rien changer, mais répondre : Oui, nous sommes prêts, comme représentants des intérêts révolutionnaires du prolétariat mondial, à essayer devant cette tentative nouvelle des Internationales 2 et 2 1/2 de tromper encore une fois le prolétariat, à essayer de lui ouvrir les yeux sur la politique criminelle de ces deux Internationales.

♦♦

Le discours du camarade Treint a paru dans notre dernier numéro.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Lire toutes les semaines
"L'OUVRIÈRE"

APRÈS LA CONFÉRENCE

Les Résolutions du Parti Communiste Français

Le rapport de Marcel Cachin et la résolution votée à la Conférence de Moscou ont fait l'objet, au Comité Directeur du Parti, d'un important débat qui a rempli trois longues séances. A l'issue de ce débat, une commission composée des camarades Pierre Dormoy, Frossard, Ker et Renoult a été chargée de rechercher les modalités d'application des décisions prises par l'Exécutif.

La commission s'est mise d'accord sur les trois résolutions suivantes, qui ont été adoptées par le Comité Directeur (Séance du 23 mars).

I

Le Comité Directeur, après avoir entendu le compte rendu de mandat de ses délégués à la Conférence de l'Exécutif élargi, pris connaissance de leurs engagements en ce qui touche la situation du mouvement français et la résolution de l'Internationale à laquelle ils se réfèrent :

Enregistre l'hommage rendu par l'Exécutif à « l'effort d'organisation accompli depuis Tours » par le Parti Communiste français, ainsi qu'au « sérieux travail doctrinal du Congrès de Marseille » :

Loin de contester que le Parti Communiste ait « conservé, dans certaines de ses parties, des survivances du passé réformiste et parlementaire », il rappelle que la résolution de politique générale votée par le Congrès de Marseille a déjà dénoncé et condamné ces survivances ;

L'Exécutif invite le C. D. à « mettre hors du contrôle du Parti » le JOURNAL DU PEUPLE, organe « où se concentrent les tendances réformistes et confusionnistes ». Le Comité, respectueux de la discipline communiste, défère, dans ce but, le JOURNAL DU PEUPLE et son Directeur devant la Commission des Conflits, qui jugera en toute souveraineté et en toute indépendance.

(Votée par 20 voix contre 4.)

II

Le Comité Directeur constate que l'Exécutif considère comme « injustifiée » la démission de plusieurs membres du C. D. élus au Congrès de Marseille. Il estime comme l'Exécutif que « la formation de fractions ferait inévitablement le plus grand

fort au développement du Parti et porterait atteinte à son autorité parmi le prolétariat ».

« En vue de mettre un terme aux discordes intestines, d'en finir avec les polémiques irritantes et de réaliser l'union étroite de tous les communistes pour l'action », le C. D. décide de proposer au prochain Conseil national, muni de pouvoirs de congrès, la réintégration des camarades démissionnaires qui, par une déclaration publique, ont accepté les décisions de l'Exécutif et se sont mis à la disposition du Parti. Les camarades actuellement en fonction par suite des démissions de Marseille, garderont leurs mandats jusqu'à la fin de l'exercice.

(Votée par 18 voix contre 6.)

III

Le Comité Directeur approuve sa délégation d'avoir maintenu jusqu'au vote son opposition à la tactique du front unique. Après avoir entendu le compte rendu des débats qui se sont produits devant l'Exécutif sur cette question, il maintient et confirme son point de vue antérieur. Il est plus que jamais persuadé de l'impossibilité de réalisation de cette tactique, et en tous cas de ses dangers pour la Révolution Russe et pour le Communisme International. Il en retient l'appel aux masses, pour des buts précis, et il s'engage à approfondir dans ce sens l'action qu'il a déjà entreprise. Il s'incline toutefois devant la décision de l'Exécutif et il se déclare disposé pour des raisons de discipline à se faire représenter à la Conférence générale projetée. Il autorise le citoyen Frossard à prendre part à la réunion de Berlin des Exécutifs des trois Internationales. Il le fait par déférence pour l'Exécutif, mais il tient à signaler que la délégation donnée à Frossard ne saurait en aucune façon être interprétée comme un désaveu de son opposition à la tactique du front unique.

(Votée par 22 voix contre 2.)

UNE VIE HUMAINE
POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous saluez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

Comment devient-on Communiste ? ⁽¹⁾

L'étude que nous avons commencée sous ce titre et dont nous avons donné jusqu'ici les trois premières parties, doit avoir un but essentiellement pratique. Notre intention n'est pas simplement de rappeler ce qui a été fait en matière d'éducation communiste dans les autres pays. Nous voulons, par comparaison, indiquer ce qui a été réalisé en France et surtout — et c'est là à nos yeux l'essentiel — ce qu'il nous reste à faire.

Qu'a-t-on fait en France en matière d'enseignement communiste *méthodique* ? En province, à notre connaissance : rien. A Paris, on a créé l'*Ecole Marxiste* et l'*Ecole du Propagandiste*.

Ces deux institutions sont, nous en sommes convaincus, déjà connues de nos lecteurs. Rappelons-en cependant le mécanisme et le fonctionnement.

L'*Ecole Marxiste* appartient au Parti, l'*Ecole du Propagandiste*, à la Fédération de la Seine. Elles ne se distinguent pas au point de vue doctrinal, au point de vue de la « hiérarchie des cours ». Il n'y a pas entre elles de différenciation spécifique. L'*Ecole du Propagandiste* seulement a plus spécialement pour but, comme son nom l'indique, de former des camarades pouvant répandre nos idées.

Des cours très intéressants y ont été donnés. Je note au hasard, en première année :

Charles Rappoport : la Doctrine communiste. — Amédée Dunois : le Syndicalisme. — Jégou : la Coopération. — Louis Sellier : le Socialisme municipal. — Georges Pioch, Fernand Corcos et Jules Lallemand s'occupèrent cette année de l'étude approfondie de l'art oratoire.

Je vois au programme de seconde année Rappoport : Histoire du Socialisme. J. Travaux : L'Histoire des Travailleurs. Coen : La Géographie Economique... Je relève également comme professeurs les noms des camarades Lauvat, Pioch, Sellier, Dunois...

Je n'ai pas sous les yeux la liste des cours de l'*Ecole Marxiste* mais, d'après les renseignements recueillis, ils roulent sensiblement sur les mêmes matières. Certains cours même sont semblables. De toutes façons il n'y a entre ces deux écoles aucune gradation, aucun rapport organique.

En résumé la conclusion suivante nous semble ressortir de l'examen de ces deux écoles : Elles ont été créées par des hommes de bonne volonté et de grand dévouement. Elles ont rendu d'incontestables services. Elles ne sont plus à la hauteur des besoins actuels. Le Parti Communiste français peut et doit faire mieux que par le passé, et la réforme radicale, fondamentale de l'enseignement communiste s'impose. Essayons de justifier ces conclusions.

La création de ces deux écoles a répondu, nous en sommes convaincus, à un besoin réel. Elle a

comblé une lacune. Il ne s'ensuit pas *ipso facto* qu'elles doivent continuer à fonctionner comme par le passé et qu'il suffira, à la session prochaine, de les ouvrir à nouveau en y ajoutant même des cours supplémentaires pour que tous les besoins soient satisfaits. Nous pensons qu'il faut faire plus et mieux.

Indiquons comment, à notre sens, il faudrait procéder.

Le but de l'enseignement communiste est évidemment de créer des militants instruits, c'est-à-dire des hommes capables de combattre *intelligemment* nos adversaires et de propager nos doctrines. Pour atteindre ce but, il faut que ces camarades possèdent une culture solide, tant générale que communiste. Comment la leur donner ? En leur faisant suivre des conférences intéressantes, cours sans enchaînement méthodique, et en ne comptant pour cela que sur leur seule bonne volonté ? Non ! Des conférences « libres » intéresseront si elles sont bien données ou si leur sujet plaît. Elles attireront au début. Elles fatigueront par la suite, presque inévitablement. Et s'il n'y a pas *obligation morale* de les suivre, elles ne retiendront — car la persévérance n'est pas vertu répandue — que quelques dévoués, tenaces, qui, malgré tout, auront tenu jusqu'au bout. Donc, étant donné le but à atteindre : former des militants, instruits solidement, cadres de notre future armée prolétarienne et les former dans toute la France, il faut réaliser trois choses :

1^o Créer un enseignement à trois degrés : primaire, secondaire et supérieur, de culture générale et communiste ;

2^o Composer cet enseignement de conférences préparatoires et surtout de cours obligatoirement suivis par les élèves soigneusement choisis ;

3^o Organiser cet enseignement pour toute la France.

Développons rapidement ces trois points.

Nous devons avant tout établir une déclaration essentielle entre les cours et les conférences.

Les conférences peuvent s'adresser à tous, — membres du Parti et étrangers. Dans la mesure du possible, elles s'enchaîneraient dans un ordre logique. Elles traiteraient de questions d'ordre général et communiste. Elles serviraient de moyen de pénétration pour nos doctrines. Elles attireraient à nous les indifférents et intéresseraient spécialement au communisme les intellectuels. Mais, à notre sens, elles ne sont pas suffisantes pour créer des « militants ». Pour cela, il faut avoir recours à des cours méthodiquement organisés.

Un cours est constitué par une série de leçons s'enchaînant dans un ordre logique, données à des élèves soigneusement choisis, membres du Parti, suivant régulièrement les cours et responsables de leur assiduité et de leur travail devant l'organisation qui les a délégués.

(1) Cet article est l'avant-dernier de la série. Il aurait dû paraître avant le précédent, qui contenait la conclusion et qui était le dernier de la série.

Nous devons donner les « leçons » aux membres du Parti seulement, cela va de soi. D'abord, l'œuvre de dégrossissement aura été accomplie dans les conférences préalables. Ensuite, les « militants », nos futurs propagandistes, doivent évidemment être des nôtres.

Il faut qu'ils soient *soigneusement* choisis. En première année, un « criblage » sérieux sera opéré par le comité du groupe lui-même. En deuxième et troisième années, l'élimination sera faite par un examen d'entrée.

Les élèves bien choisis devront se considérer non pas comme des amateurs suivant une conférence tant qu'elle les intéresse et que le temps n'est pas trop beau, mais comme des délégués du Parti en « service commandé ». On ne va pas au cours pour s'amuser, mais bien pour travailler. L'assistance à l'Ecole communiste doit être considérée comme d'une obligation aussi impérieuse que l'exactitude à une séance de section ou du syndicat. Elle prépare beaucoup mieux même que certaines séances de ces deux organismes la Révolution sociale.

« Délégués », les élèves doivent l'être dans toute l'acception du mot. Ils doivent rendre compte rigoureusement à leur section de leur assiduité et du travail qu'ils auront effectué.

Car ils devront « travailler ». C'est là, au fond, l'essentiel du cours ; c'est dans le travail que les élèves auront à fournir que réside la différence fondamentale et la supériorité du cours sur la conférence.

Rien de plus vain, de plus inutile, de plus improductif que la plupart de nos conférences actuelles. Je ne vise pas seulement ici les « cours » donnés jusqu'ici et qui, pour la plupart, ne sont que des « conférences ». Je parle en thèse générale. Ce qu'il nous faut — j'y insiste — sont des entretiens où nos élèves travaillent. Voici, pour cela, comment nous devons procéder. Trois quarts d'heure, une heure maximum d'« exposition » par le professeur. Un repos de quelques minutes. Puis, la partie « pratique ». Interrogations des élèves par le professeur, questions posées à celui-ci par ceux-là. Enfin travail à préparer pour la leçon suivante, oral ou écrit, sur la question à examiner.

Mais, pour cela, il faut que les élèves disposent des « outils nécessaires ». Une salle convenablement aménagée, des bancs, des tables, de quoi écrire, un tableau noir, éventuellement des cartes ou diagrammes. Chaque élève devrait posséder un « syllabus » ou résumé du cours, divisé en leçons, suivi de questions et d'une bibliographie et qui lui serait remis avant le cours. Il devrait également avoir à sa disposition les documents (journaux, brochures, livres) nécessaires à une étude approfondie du sujet de la leçon, à la préparation de son travail.

En résumé, donc :

1° *Choix sérieux* des élèves, de façon à réduire au minimum le déchet inévitable ;

2° *Obligation* de suivre le cours régulièrement et de travailler, et contrôle strict ;

3° *Mise à la disposition* des élèves des *moyens matériels* de travail ;

4° Enfin, création d'un enseignement complet et graduel à trois degrés.

Tels sont les points principaux de la « révolution éducative » que nous proposons d'instaurer. Il nous reste, après avoir essayé d'indiquer comment nous devons enseigner, à examiner ce que nous enseignerons. Ce sera le sujet de notre prochain et dernier article.

Ch. MASSART.



Bibliothèque - Communiste - PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunes Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 70
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0,80
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCÉ.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Danson, imprimeur.